

Un article Le Monde du 31 août 2013

Les Etats-Unis auraient lancé 231 cyberattaques en 2011. (01.09)

Les services de renseignement américains ont lancé deux cent trente et une cyberattaques en 2011, visant notamment l'Iran, la Russie, la Chine ou la Corée du Nord, affirme le Washington Post samedi 31 août, sur la base de documents fournis par Edward Snowden.

"Ces révélations (...) fournissent de nouvelles preuves que les 'cyberguerriers', de plus en plus nombreux, de l'administration Obama infiltrent des réseaux informatiques à l'étranger et en perturbent le fonctionnement", écrit le quotidien, qui se fonde sur le budget secret des services de renseignement américains fournis par l'ex-sous-traitant de l'Agence de sécurité nationale (NSA).

Outre ces cyberattaques, des spécialistes *"s'introduisent dans des réseaux étrangers pour les mettre sous un contrôle américain discret"*, poursuit le quotidien, évoquant un projet baptisé GENIE, dont le budget s'élève à 652 millions de dollars. Des logiciels malveillants ont ainsi été placés *"chaque année dans des dizaines de milliers de machines"*.

"D'ici à la fin de l'année, GENIE devrait contrôler au moins quatre-vingt-cinq mille logiciels implantés dans des machines choisies stratégiquement tout autour du monde", contre environ vingt et un mille en 2008, selon les documents consultés par le quotidien. *"Les documents fournis par Snowden et des entretiens avec d'ex-responsables américains illustrent une campagne d'intrusion informatique bien plus importante et plus agressive que ce qui avait jusqu'à présent été envisagé"*, poursuit encore le Washington Post.

Parmi les deux cent trente et une cyberattaques menées en 2011, *"près des trois quarts visaient des cibles de la plus haute importance, que d'anciens responsables identifient comme des adversaires comme l'Iran, la Russie, la Chine et la Corée du Nord, ou des activités comme la prolifération nucléaire"*, ajoute le quotidien.

Le virus informatique Stuxnet, qui avait attaqué en 2010 le programme nucléaire iranien, avait été attribué par Téhéran à une attaque israélo-américaine. Les Etats-Unis ont plusieurs fois appelé au cours des derniers mois la Chine à cesser ses activités de piratage informatique, mais *"les services de renseignement américains utilisent de manière routinière dans le monde entier des logiciels malveillants conçus par le gouvernement qui diffèrent assez peu dans leur fonctionnement des 'menaces perfectionnées persistantes' que les responsables américains attribuent à la Chine"*, pointe le Washington Post.

La principale différence, selon des responsables, *"est que la Chine vole des secrets industriels américains pour un gain financier"*, poursuit le quotidien américain.

Un article Rue89 publié par Wikistrick.com du 26 août 2013

Le Trésor américain accusé d'avoir vendu le monde aux banquiers SA . (02.09)

Lorsqu'il a obtenu ce mémo, l'écrivain et journaliste d'investigation américain Greg Palast « *n'arrivait simplement pas à y croire* ». Selon lui, ce document – qu'il affirme authentique – est digne des pires théories complotistes :

« *A la fin des années 1990, les hauts fonctionnaires du Trésor américain ont conspiré en secret avec une petite cabale de gros bonnets du secteur bancaire pour tailler en pièces la régulation financière dans le monde entier.* »

Ce mémorandum ne serait donc rien de moins que la genèse de la crise financière mondiale et du « *sang et des larmes* » qui en ont coulé.

Daté du 24 novembre 1997, son auteur Timothy F. Geithner écrit à son « *boss* », le secrétaire adjoint au Trésor américain, Larry Summers, à propos des dernières tractations à l'OMC :

« *Alors que nous entrons dans la dernière ligne droite des négociations à l'OMC sur le commerce des services, je pense que ce serait une bonne idée pour vous d'en toucher un mot avec les PDG des principales banques et sociétés boursières qui ont suivi de près les négociations.* »

Timothy Geithner transmet ensuite la liste des numéros des cinq PDG les plus puissants de la planète (d'alors) : Bank of America, Goldman Sachs, ou encore JP Morgan figurent au tableau. Le but de ces entretiens téléphoniques : préparer la dérégulation – ou ouvrir la boîte de Pandore, selon le point de vue.

Geithner assure ensuite que les estimations quant au succès des négociations peuvent être – « *prudemment* » – interprétées comme étant « *optimistes* ». Il ajoute que les entreprises du secteur sont « *largement satisfaites avec les grandes lignes de l'accord* ».

Acte I : briser la régulation

De quoi ont-ils tous discuté après, le mémo ne le précise pas. Mais Greg Palast explique la suite des événements qu'il présente comme un « *coup d'Etat financier global* » pour déréguler d'un seul coup toutes les banques à travers le monde – et les placer sous la domination des vautours américains. Il fallait d'abord briser le mur entre banque de dépôt et banque d'investissement instauré par le Glass-Steagall Act de 1933 – et censé empêcher une nouvelle « *Grande Dépression* ». Cela tombe bien : en 1997, le mur est déjà très poreux et les exceptions à la règle pleuvent.

Le Trésor américain, de son côté, fait rempart à toute tentative de régulation des produits dérivés financiers. Dans la foulée, le président Clinton déclarera que la loi « *Glass-Steagall Act n'est plus appropriée* ». Deux ans plus tard, son abrogation signifiera le début du règne de la dérégulation financière.

Acte II : briser les frontières

L'acte deux est plus délicat et franchement machiavélique, comme l'explique le journaliste : « *Mais pourquoi donc transformerait-on les banques américaines en casinos à produits dérivés si l'argent s'enfuit vers des nations où les lois bancaires sont plus sûres ? La réponse conçue par le top 5 bancaire : éliminer les contrôles sur les banques dans toutes les nations de la planète – d'un seul coup. C'était aussi brillant que terriblement dangereux.* »

Le Trésor américain à la solde du lobby bancaire s'est donc servi des négociations sur le nouvel accord de l'OMC. L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) sera conclu en décembre 1997, un mois après le mémo, et entrera en vigueur en 1999.

Alors que l'OMC ne prenait en compte jusque-là que les marchandises, l'AGCS pave la voie au commerce d'instruments et actifs financiers qui seront largement responsables de la crise actuelle.

La boîte de Pandore est maintenant grande ouverte :

« Parmi les célèbres transactions légalisées : Goldman Sachs (le secrétaire du Trésor Rubinen avait été vice-président) a travaillé avec la Grèce sur un swap d'obligation qui, finalement, a détruit cette nation.

L'Equateur, une fois son secteur bancaire dérégulé et démoli, a été ravagé par des émeutes.

L'Argentine a dû vendre ses entreprises pétrolières et ses réseaux d'approvisionnement en eau alors que ses professeurs cherchaient leur subsistance dans les poubelles. »

Les joueurs, eux, n'ont pas connu la crise

Pour l'auteur, Larry Summer est le « serpent » et Geithner son « valet » chargé de « transformer les accords en bélier pour les banquiers ». Comble du cynisme, il souligne le parcours professionnel des différents acteurs impliqués dans la manœuvre :

- Robert Rubin, secrétaire au Trésor en 1997, a pris la tête du Citigroup dont la création a été permise par la dérégulation de la finance. Alors que cette « monstruosité financière » a coulé en 2008 suite à une chute de son action de 70%, Rubin a tiré son épingle du jeu avec 100 millions d'euros sous le bras ;

- Larry Summers remplace son mentor Robert Rubin à la tête du Trésor américain sous l'administration Clinton. Il prend ensuite la tête de Harvard tout en travaillant en tant que conseiller pour des « hedge funds » et en donnant des conférences à 135 000 dollars pour JP Morgan, Goldman Sachs et d'autres, accroissant sa fortune de quelque 23 millions d'euros. Il devient en 2009 un des conseillers spéciaux d'Obama et prend la tête du Conseil économique national. Il est maintenant pressenti pour prendre la tête de la Réserve fédérale américaine.

Greg Palast relativise cependant l'importance du mémo :

« Est-ce que tout ce mal et cette souffrance proviennent d'un seul mémo ? Non, bien entendu : le mal était la partie elle-même, jouée par la clique des banquiers. Le mémo révèle seulement leur tactique de jeu pour mettre échec et mat. »

Complément.

● [Memo from Geithner to Summer \(Department of Treasury -Washington DC \) \(26.08.13\)](#)

Commentaire.

Larry Summer est le favori d'Obama pour prendre la direction de la FED.

Quand on croit que le monde est gouverné à l'aveuglette par des gens qui peuvent commettre de graves erreurs ou imprudences, on se dit qu'on est mal gouverné, que les choses pourraient aller mieux mais pire aussi, on est disposé à prendre son mal en patience ou à leur trouver des excuses en estimant que personne n'aurait peut-être fait mieux à leur place.

Mais lorsque qu'on sait qu'ils suivent une stratégie et que c'est délibérément qu'ils nous pourrissent la vie, là on change de registre, on n'est plus vraiment enclin à faire preuve de patience ou de compréhension, cela change du tout au tout le regard que l'on portait jusqu'à présent sur la situation.

Est-ce que vous saisissez l'extrême importance de dévoiler cette stratégie (néolibérale) aux masses ? Demandez-vous aussi pourquoi les dirigeants du POI, du NPA et de LO s'y refusent obstinément ? Je vous laisse vous poser les questions suivantes qui coulent de source.

Un article lefigaro.fr du 4 septembre 2013

Mexico bloquée par des enseignants opposés à la réforme de l'éducation. (05.09)

Des dizaines de milliers d'enseignants campent sur le Zocalo au centre de la capitale mexicaine, alors que le président Enrique Peña Nieto a réussi à faire adopter par le Parlement une profonde réforme de leur statut.

Les enseignants bloquent le centre-ville de Mexico depuis le 19 août, jour de la rentrée scolaire. Deux millions d'enfants n'ont pas repris le chemin de l'école du fait de cette grève illimitée déclenchée par la CNTE (Coordination nationale des travailleurs de l'enseignement). Mercredi, plusieurs dizaines de milliers de professeurs ont manifesté sur le Zocalo, la très vaste place de la Constitution, et dans plusieurs autres villes du Mexique. Dans une ville déjà congestionnée en temps normal, ces manifestations exaspèrent une bonne partie de la population qui demande à l'armée d'intervenir. Mais le maire de la ville, Miguel Angel Mancera, refuse d'utiliser la force pour déloger les grévistes.

La CNTE proteste contre la réforme de l'éducation qui vient d'être approuvée par le Parlement. Cette nouvelle loi prévoit le contrôle régulier des enseignants dont dépendront les augmentations de salaires, le déroulement de leur carrière et même leur maintien à un poste. Si trois évaluations sont négatives, le fonctionnaire devra exercer d'autres fonctions que celle d'enseignant. Le ministre de l'Éducation, Emilio Chuayffet, a expliqué que cette nouvelle loi va mettre fin à un système donnant un rôle décisif aux organisations professionnelles dans l'embauche et les salaires des enseignants et «à l'héritage et à la vente des postes».

Le système éducatif mexicain est considéré comme très peu performant. Si pour la CNTE, c'est le manque de moyens qui explique que seuls 47 % des élèves terminent le cycle secondaire, beaucoup dénoncent la mainmise des syndicats sur l'éducation et un système totalement corrompu. Ainsi, il n'est pas rare que des postes soient achetés, voire transmis de père en fils. Le système des augmentations et des gestions de carrière est contrôlé par les syndicats, sans évaluation des professeurs.

La menace d'opposants à la réforme constitutionnelle

En place depuis neuf mois, le nouveau président Enrique Peña Nieto, issu du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) qui a dirigé le pays de 1929 à 2000, a promis de réformer profondément le pays et en premier lieu l'éducation et le secteur pétrolier. Il a proposé un «pacte pour le Mexique» aux deux autres grands partis le PAN (Parti d'action nationale) et le PRD (Parti de la révolution démocratique), pour changer en profondeur le pays. L'une des premières mesures a été d'arrêter la très controversée et puissante patronne du syndicat d'enseignants SNTE (Syndicat national des travailleurs de l'enseignement), Elba Esther Gordillo, pour corruption et détournements de fonds. A la tête d'une immense fortune, celle-ci semblait jusque-là intouchable et une alliée incontournable pour toute réforme de l'éducation. Elle attend désormais son jugement en prison et son syndicat semble en perte de vitesse.

A ce mécontentement enseignant risque bientôt de s'ajouter celui des opposants à la réforme constitutionnelle annoncée début août par le président Enrique Peña Nieto. Cette proposition vise à permettre à la compagnie pétrolière nationale Pemex de s'ouvrir à des partenariats public-privé, ce qui a provoqué une levée de boucliers de la gauche qui dénonce une tentative de privatisation du secteur pétrolier. Si tout le monde reconnaît que Pemex souffre d'un manque criant de capacité d'investissements, le spectre d'une privatisation brandi notamment par le PRD risque de rendre cette réforme encore plus compliquée que celle de l'enseignement, la nationalisation du pétrole par le général Lazaro Cardenas en 1938 étant devenu un symbole de la souveraineté nationale.

Un article lexpansion.com du 3 septembre 2013

"La finance dérégulée nous condamne aux krachs" (05.09)

Pour l'économiste André Orléan, dans un univers boursier par essence spéculatif, la transparence ne sert à rien. Le seul moyen d'éviter les crises à répétition engendrées par les bulles est de définanciariser l'économie.

Un bureau grand comme un mouchoir de poche, grignoté par des piles de dossiers et des rayonnages de livres. Et un pupitre pour tout meuble, surplombé d'une affiche au titre ironique : Manifeste des "sagesses boursières"... jamais respectées.

André Orléan.

Économiste et historien des krachs, il considère que les bulles spéculatives sont inhérentes à l'histoire du capitalisme européen et surgissent dès la naissance du grand marché en Hollande au XVII e siècle.

Justement, les folies financières et les bulles de marché, André Orléan, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, les scrute et les dissèque depuis longtemps à la façon d'un biologiste. Apparemment, pour l'auteur de L'Empire de la valeur (Seuil) et de De l'euphorie à la panique (Editions Rue d'Ulm), la série des krachs entamée depuis une douzaine d'années risque de se poursuivre.

Mouvements erratiques des actions, chute de l'or, recul des marchés émergents, bulle sur quelques obligations d'Etat... Cette situation d'extrême nervosité sur tous les marchés - et non pas quelques-uns - est-elle inédite dans l'histoire?

Non. Dans les situations de forte incertitude, les investisseurs se replient fréquemment sur les actifs réputés sans risque, quitte à les faire mécaniquement monter au-delà du raisonnable. Aujourd'hui, majoritairement, ce sont quelques emprunts d'Etat, en l'occurrence ceux émis par l'Allemagne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et dans une certaine mesure la France, qui profitent de ce flight to quality alimenté par le déluge de liquidités que les banquiers centraux déversent sur les marchés financiers.

Cette situation est fort risquée. Plus la période est troublée, plus les marchés réagissent de façon binaire, rejetant tous les titres à l'exception des plus sûrs. Cette absence de discrimination dans les risques n'est en rien une nouveauté. Déjà, en 1931, la faillite de la banque autrichienne Kreditanstalt provoqua une ruée... sur les banques allemandes. La question fut alors soulevée de savoir si les créanciers américains faisaient bien la différence entre l'Autriche et l'Allemagne. De même, en 1994, le krach des emprunts mexicains se propage à l'Argentine, dont l'économie est pourtant dans une situation très différente.

Ces phénomènes de contagion psychologique donnent aux actifs un "faux prix", trop élevé pour les produits les plus sûrs, trop bas pour les autres. Franchement, l'emprunt italien est-il vraiment huit ou dix fois plus risqué que l'emprunt allemand, quand il y a cinq ans il fallait croire que ces deux pays se valaient sur les marchés ? "Le marché boursier est un vote et non une juste évaluation", disait l'économiste Benjamin Graham.

Les marchés boursiers nous condamneraient alors à passer d'une bulle spéculative à l'autre, sans répit...

Les successions de bulles et de krachs depuis trente ans, mais plus particulièrement depuis 2000, sont la conséquence directe de la financiarisation et de la dérégulation. L'ère du capitalisme fordien (1945-1970), quant à lui, ne connaît ni crise bancaire ni crise financière : les marchés étaient moins puissants, plus régulés, et les banques finançaient directement l'économie. La financiarisation de l'économie, qui commence au début des années 80, repose sur l'idée qu'en matière financière il faut laisser faire la concurrence. Or ce précepte fonctionne à peu près bien partout, sauf... en Bourse.

Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ce paradoxe?

Sur les marchés ordinaires - ceux des automobiles, des chaises de bureau, des ordinateurs -, quand le prix augmente, la demande décroît. Par ce simple mécanisme, la libre-concurrence fait son oeuvre et réalise à peu près l'équilibre entre l'offre et la demande. Elle empêche que les prix montent à des niveaux absurdes. Or, sur les marchés financiers, la hausse des prix ne provoque pas nécessairement la fuite des capitaux.

Tout au contraire, un titre dont le prix augmente peut parfaitement attirer de nouveaux investisseurs, qui y voient le signe de hausses futures. C'est de cette manière que les bulles se forment. Sur les marchés des biens ordinaires, la logique est tout autre : la hausse des prix produit immédiatement des forces de rappel, parce que les consommateurs refuseront ces marchandises devenues trop chères.

L'univers très mimétique des marchés financiers produirait donc par nature des bulles et des krachs?

Absolument. C'est inhérent à la finance dérégulée. Elle nous condamne à l'instabilité. D'ailleurs, quand les Néerlandais inventent les grands marchés, au XVIIe siècle, les bulles font immédiatement leur apparition, comme celle sur les bulbes de tulipe, en 1636 et 1637.

Mais pourtant, depuis la faillite de Lehman Brothers, de sommets du G20 en normes de Bâle, de déclarations du FMI en directives européennes, le pouvoir politique multiplie les tentatives pour réguler ce système incontrôlable...

Le problème, avec le diagnostic du G20, c'est qu'il entretient l'idée fautive selon laquelle les marchés financiers seraient la bonne solution pour allouer le capital à l'échelle planétaire. Pour le G20, la crise ne résulte pas des mécanismes financiers eux-mêmes, mais de l'opacité des produits. Il suffirait de rétablir la transparence et tout irait mieux. Erreur. La transparence ne va pas empêcher les bulles d'apparaître. Il n'est que de penser à la bulle Internet, qui a pu se développer dans la plus parfaite transparence des produits et des mécanismes. Celle-ci peut même, en rassurant les marchés, favoriser la spéculation.

Mais alors, que proposez-vous?

De définanciariser l'économie. Si on se place dans le court terme, nous aurions dû couper nettement les banques en deux, avec, d'un côté, les établissements de crédit qui distribuent des prêts et des produits d'épargne, et, de l'autre, les activités financières. Cela aurait été un premier pas. Nos sociétés n'ont pas encore pris toute la mesure des risques que la spéculation nous fait courir.

Commentaire.

On a du mal à ne pas éclater de rire, encore un ahurie ou un charlatan, dans quel monde vit-il ? Mais bon, apparemment cela permet d'assurer une carrière et à mon avis cela doit être bien payé ! C'est l'histoire des têtes trop pleines qui sonnent creux ! Il fait penser spontanément à nos dirigeants !

Un article lepress.fr du 4 septembre 2013

Etats-Unis: le républicain James Comey prend la direction du FBI. (05.09)

James Comey, républicain de 52 ans, prend aujourd'hui les rênes de l'Agence américaine du renseignement intérieur. Il succède à Robert Mueller, qui part à la retraite après douze années de service.

Ancien numéro 2 du Département de la Justice sous l'administration Bush (de 2003 à 2005), James Comey entame un mandat de dix ans à la tête du Federal Bureau of Investigation (FBI), dont le rôle principal, depuis les attaques du 11 Septembre, est la lutte anti-terroriste. Mais James Comey devra aussi faire face à un tout autre problème: gérer les sévères coupes budgétaires. Celles-ci s'appliquent automatiquement depuis l'entrée en vigueur cette année d'un décret enclenchant le blocage de 85milliards de dollars (65milliards d'euros). Une importante réduction budgétaire qui impacte toutes les branches du système fédéral.

Son prédécesseur, Robert Mueller, avait déjà évoqué les conséquences de ce décret sur le fonctionnement du Bureau : réduction des aides financières permettant à la police locale de résoudre des affaires de kidnappings, limitation de la formation de nombreux officiers, mais surtout, retard dans des projets majeurs de lutte contre le cyberterrorisme.

A l'heure où le spectre des attentats de Boston, le 15 avril dernier, plane encore sur les Etats-Unis, nombreux sont ceux qui prônent la surveillance accrue des communications téléphoniques et des échanges sur Internet. Mais avec un budget en nette diminution et la polémique autour de la surveillance de l'Agence nationale de sécurité (NSA) dans lequel est empêtré le FBI, née de l'affaire Snowden, c'est à un jeu d'équilibriste que James Comey devra se prêter. Pour l'heure, il se dit ouvert à un débat sur la transparence de ces programmes de surveillance.

En 2004, James Comey avait menacé de démissionner de son poste au Département de la justice afin de forcer la Maison Blanche à modifier un des programmes secrets de surveillance de la NSA, mis en place après le 11-Septembre. Il avait fini par quitter l'administration l'année suivante pour rejoindre le géant de la défense Lockheed Martin. Il a ensuite rejoint de 2010 à 2013 Bridgewater Associates, un important fonds d'investissement, avant d'intégrer le conseil d'administration de la banque britannique HSBC. Un républicain confirmé

Certains se sont demandés pourquoi le Président démocrate, Barack Obama, a porté son choix sur un républicain confirmé, plutôt que sur Lisa Monaco, actuelle conseillère au sein du Ministère de la Sécurité intérieure, et longtemps prétendante au poste. Fervent opposant à la candidature de Barack Obama, James Comey a effectivement participé au financement des campagnes présidentielles des deux opposants à l'actuel président américain (John Mc Cain en 2008, et Mitt Romney en 2012). Pourtant, il est loin de l'aile très conservatrice du parti républicain. En 2013, il a soutenu le mariage homosexuel dans le cadre d'un procès en Californie qui est remonté jusqu'à la Cour Suprême. Fort de sa longue expérience dans le domaine de la sécurité nationale, Barack Obama a donc privilégié les compétences de cet homme modéré à des positions politiciennes pures.

Selon des sources internes au FBI, James Comey n'a pas l'intention, dans l'immédiat, de changer le fonctionnement actuel de l'organisation. Il veut, dans les premiers mois, apprendre de ses agents et écouter ses analystes. Depuis quelques semaines déjà, il secondait Robert Mueller dans ses fonctions afin que la relève d'aujourd'hui se déroule de la manière la plus sereine possible.

QUI SURVEILLE QUOI ?

FBI Federal Bureau of Investigation (Bureau fédéral d'investigation).

Créé en 1908 et dirigé, entre 1924 et 1972, par J. Edgar Hoover, c'est le principal service fédéral de police judiciaire chargé par ailleurs du renseignement intérieur. Son patron était depuis le 4 septembre 2001, Robert S. Mueller, remplacé le 4 septembre 2013 par James Comey.

NSA National Security Agency (Agence de la sécurité nationale).

Fondé en 1952, cet organisme collecte et analyse les communications à travers le monde. En juin 2013, Edward Snowden, ancien employé de la NSA, révèle le scandale des surveillances illégales effectuées par le logiciel PRISM dont se servent la NSA et le FBI.

CIA Central Intelligence Agency (Agence centrale du renseignement).

Fondée en 1947 et basée à Langley (Virginie), non loin de Washington, cette agence est chargée du renseignement de la plupart des opérations clandestines menées en dehors des Etats-Unis.

Elle est dirigée depuis mars 2013 par John O. Brennan, ancien conseiller du Président Barack Obama pour la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste.

Et d'autres...

Plus de 250 organisations chargées de divers aspects de la lutte antiterroriste ont été créées dans le secteur public américain depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Un article AFP du 5 septembre 2013

La Chine pourrait autoriser la conversion du yuan à Shanghai. (06.09)

La Chine pourrait pour la première fois autoriser une libre conversion complète de sa monnaie dans une zone franche commerciale qu'elle prévoit d'ouvrir à Shanghai, une réforme audacieuse qui marquerait une ouverture accrue de la deuxième économie mondiale.

Ce grand pas dans l'internationalisation du yuan figure dans le document officiel de ce projet pilote, que l'AFP a pu consulter.

La zone franche de Shanghai (ZFS), qui est officiellement soutenue par le Premier ministre Li Keqiang, vise à faire de la capitale économique de la Chine une authentique place forte internationale pour le commerce et la finance.

Cela mettrait Shanghai en concurrence ouverte avec l'économie ouverte de Hong Kong, qui a statut de "région administrative spéciale" chinoise.

"A condition que les risques soient contrôlés, la libre convertibilité du renminbi (yuan) sera mise en place dans les comptes de capitaux de la zone franche", indique clairement le projet.

Afin de réduire son exposition aux fluctuations du dollar dont il détient déjà de colossales réserves, le gouvernement chinois encourage l'utilisation du yuan pour ses échanges commerciaux. De fait, le yuan connaît une montée en puissance dans le commerce international.

Mais le renminbi n'est actuellement pas convertible pour les comptes en capitaux, le gouvernement chinois se méfiant des flux spéculatifs et maintenant toujours un contrôle étroit sur ces mouvements.

Concrètement, les investisseurs sont limités par toutes sortes d'entraves pour faire entrer et retirer leurs fonds de Chine.

La Chine affirme que son objectif est de rendre à terme le yuan totalement convertible et de se doter d'un système de taux de changes flottant librement.

La valeur du yuan --que les Etats-Unis comme l'Europe jugent sous-évaluée-- est en effet déterminée par la Banque centrale, qui fixe son taux quotidiennement, et non par la loi de l'offre et de la demande comme c'est le cas pour la plupart des grandes monnaies de la planète.

La zone franche de Shanghai couvrira 29 kilomètres carrés répartis en quatre zones et comprenant l'aéroport international et un port en eau profonde.

Le texte précise que la ZFS "*soutiendra*" l'établissement de banques étrangères et joint ventures bancaires, ainsi que d'institutions financières privées.

Ce grand projet a bénéficié en août d'un premier feu vert du Conseil des affaires de l'Etat (gouvernement), l'approbation en détail étant attendue pour le 27 septembre.

Les entreprises autorisées à s'y installer pourront ouvrir des comptes bancaires spéciaux leur permettant de changer librement leurs yuans, mais elles devront pour cela --sauf pour de rares exceptions -- renoncer à leurs comptes en capitaux dans le reste de la Chine continentale et les fermer, a indiqué à l'AFP un responsable chinois familier du projet.

Selon le projet officiel, les taux d'intérêt seront fixés par les lois du marché dans la zone franche de Shanghai.

Plus tôt cette année, Li Keqiang avait appelé à la libéralisation des taux d'intérêt en Chine, un objectif majeur de réforme pour 2013.

Le tout s'inscrit dans une série de mesures destinées à moderniser le système financier chinois, encore marqué par le rôle prédominant des banques d'Etat et caractérisé par une allocation préférentielle des capitaux aux grandes entreprises publiques.

La zone franche de Shanghai prévoit l'instauration d'une plate-forme d'échanges pour des matières premières comme les métaux ou des produits agricoles.

"*Ils veulent un port offshore, comme à Hong Kong*", a commenté un cadre de banque informé du projet.

Hong Kong gardera toutefois l'avantage, selon les analystes, grâce à son système légal et ses infrastructures financières, mais devra lutter pour conserver sa compétitivité.

Les contrôles restreignant le commerce dans 19 industries seront progressivement levés, pour libéraliser des secteurs comme la culture ou la banque.

Complément très vite.

A retenir. Les taux d'intérêt seront fixés par les lois du marché et non plus par la Banque centrale, autrement dit, c'est un nouveau pas que franchit la Chine dans l'intégration du marché capitaliste mondial... Ah ces maoïstes, quels révolutionnaires !

Un article Reuters du 5 septembre 2013

Le marché des changes représente 5.300 milliards par jour. (06.09)

Les transactions sur le marché des changes ont augmenté de plus d'un tiers durant les trois dernières années, pour atteindre 5.300 milliards de dollars (plus de 4.000 milliards d'euros) par jour, soit 90% environ du PIB annuel du Japon, lit-on dans un rapport de la Banque des Règlements internationaux (BRI).

Ce rapport triennal montre que cette croissance est entretenue par la puissante montante des fonds spéculatifs et autres intervenants non bancaires, que Londres affirme son statut de place prédominante pour les changes et que le dollar reste de loin la monnaie la plus traitée.

La part de l'euro est elle tombée au plus bas depuis son lancement en 1999, conséquence de la crise de la dette de la zone euro débutée en 2010.

"Volatilité, intervention banque centrale et évolution réglementaire ont été quelques-uns des thèmes dominants du marché des changes ces trois dernières années", a dit David Puth, directeur général de CLS Bank, une société de compensation des transactions de change.

"Aujourd'hui, le marché des changes est plus liquide, efficace, transparent... On peut raisonnablement supposer que le volume d'affaires quotidien continuera d'augmenter dans les années à venir".

Les volumes quotidiens moyens traités par CLS d'avril 2010 à avril 2013, période couverte par le rapport de la BRI, ont augmenté de 42,5%.

Le dollar représentait 87% de toutes les transactions en avril 2013 contre 85% trois ans auparavant. Les transactions sur le yen ont bondi de 63% depuis 2010 et la part de la monnaie japonaise dans les opérations de changes est passée de 19% voici trois ans à 23%.

La BRI remarque que pour l'essentiel cette progression est intervenue entre octobre 2012 et avril 2013, une période marquée par des changements profonds du paysage politique nippon et de la politique suivie par la banque centrale, devenue plus volontariste afin de mieux soutenir l'économie de l'archipel.

Même si l'euro reste la deuxième monnaie mondiale la plus liquide, son rôle international s'est affaibli durant les trois dernières années. Sa part du trading Forex était de 39% en 2010 mais était tombée à 33% en avril 2013.

Les parts de marché du sterling et du franc suisse ont fléchi, tandis que celles du peso mexicain ou encore du yuan chinois ont sensiblement augmenté.

La parité euro/dollar reste de loin la plus travaillée, avec une part de marché de 24% contre 28% en 2010, tandis que la part de marché de la parité dollar/yen est montée de 14% à 18%.

Le rapport de la BRI montre enfin que les transactions sont plus concentrées localement, ce qui constitue un changement de tendance inédit depuis 1998 et qui joue en faveur des grands centres financiers.

Le Royaume Uni conforte sa position de leader avec une part de marché des changes de 41%, suivi par les Etats-Unis (19%) et par Singapour qui a ravi la troisième place au Japon.

Attestant de cette tendance à la concentration, la part de marché des transactions de change transfrontalières a diminué à 58% contre 65% en 2010, un pourcentage au plus bas depuis 2001.

Les *"autres établissements financiers"* ont représenté 53% des transactions de change durant la période, tandis que les grandes banques commerciales, banques d'investissement et sociétés de courtage traitant régulièrement par l'intermédiaire de plateformes électroniques telles qu'EBS ou Reuters ont compté pour 39%.

Banques centrales et fonds souverains ne revendiquent que moins de 1% du total des transactions de change journalières, alors que les banques régionales ou de moindre ampleur en absorbent près du quart.

Les swaps de devises ont été l'instrument le plus couramment échangé, représentant 42% de l'ensemble des transactions de change, alors que les transactions spot (au comptant) ont compté pour 38%.

Sur le marché des dérivés de change de gré à gré (OTC), ce sont les options qui sont privilégiées, avec une croissance de plus de 60%.

La BRI doit publier en novembre les résultats détaillés de l'activité du marché des changes à avril 2013.

Un article LeParisien.fr du 7 septembre 2013

Bernard Vivier : « Les accords de compétitivité sont devenus une nécessité ». (09.09)

Directeur de l'Institut supérieur du travail (IST)

Pour Bernard Vivier, expert du monde du travail, une loi sur la compétitivité permet d'affronter la mondialisation du travail.

Une loi encadrant des accords de compétitivité, c'était une bonne idée ?

Bernard Vivier. C'était une nécessité. Les entreprises ont besoin de conjuguer les exigences de la compétitivité d'un marché devenu mondial avec celles non moins fortes d'une réglementation française très protectrice. Ce n'est pas une critique. Nous avons acquis un haut niveau de protection sociale et en droit du travail, mais il convient aujourd'hui de mieux concilier les deux.

Cela ne constitue donc pas un retour en arrière ?

Un retour en arrière s'inscrirait dans une logique où la croissance continuerait à progresser. Or, nous vivons une récession et nous n'avons aucune idée de quand cela redémarrera. Et même quand ce sera le cas, on assistera à une redistribution des cartes industrielles au niveau mondial. Dans la période des Trente Glorieuses, la négociation était simple. La seule question qui se posait, c'était : quand est-ce qu'on nous augmente? Puis sont arrivées les années 1980-1990 où l'on s'est mis à parler d'accords donnant-donnant. Aujourd'hui, on parle de restructuration générale des conditions de travail et de rémunération. Soit davantage de flexibilité pour les entreprises et une plus grande sécurité pour les salariés.

Y a-t-il des risques d'abus, de perte des acquis sociaux ?

Pour les grandes entreprises, le risque est limité grâce à la présence des organisations syndicales qui jouent le rôle de garde-fou. Il est en revanche plus présent pour les petites structures. D'où l'importance des négociations et des accords de branche, qui permettent de les protéger et encadrer des dérives possibles. C'est un dispositif qu'il faut continuer à valoriser car il se trouve au plus près des réalités de chaque secteur professionnel.

Un article extrait de french.irib.ir du 8 septembre 2013

Déclaration de membres du Congrès américain à propos des documents des renseignements américains classifiés sur la Syrie (09.09)

Par Mireille Delmarre.

L'administration Obama affirme que des documents des renseignements US classifiés contiennent des preuves que le gouvernement d'Assad est responsable de l'attaque chimique dans la Ghouta en Syrie.

Pourtant un grand nombre de membres du Congrès US qui ont eu accès à ces documents classifiés affirment qu'ils ne prouvent rien pas plus d'ailleurs que la synthèse rendue publique par l'administration Obama. Justin Amash membre du Congrès US a déclaré la semaine dernière :

« Ce que j'ai entendu lors du briefing de l'administration Obama m'a rendu encore plus sceptique sur certains aspects des raisons invoquées par le Président pour attaquer la Syrie. »

Aujourd'hui Amash a écrit :

« j'ai participé à un autre briefing sur des documents classifiés sur la Syrie. Maintenant encore plus sceptique que jamais. Je ne peux croire que le Président pousse à la guerre. »

« Si les Américains pouvaient lire les documents classifiés ils seraient encore plus contre une action en Syrie. Les déclarations publiques de l'administration Obama sont au mieux trompeuses. »

Un autre membre du Congrès, Tom Harkin a dit :

« je viens juste de participer à un briefing du Congrès sur les documents classifiés sur la Syrie qui en vérité pose plus de questions qu'il apporte de réponses. J'ai trouvé les preuves fournies par les responsables de l'administration circonstancielle. »

Autrement dit des supputations des interprétations mais pas de preuve réelle basée sur des faits.

Michael Burgess membre du Congrès lui aussi est peu convaincu. A quelqu'un qui lui demandait s'il avait vu des « preuves » Il a répondu:

« Oui j'ai vu des documents classifiés ; Ils sont plutôt minces. »

Selon des informations publiées par Yahoo la membre du Congrès la démocrate du New Hampshire Carol Shea Porter par exemple en quittant le briefing sur les documents classifiés jeudi a dit qu'elle était opposée « maintenant plus que jamais »

« Je pense qu'il y a un long chemin à parcourir pour le Président pour défendre la cause... il semble vraiment que l'inquiétude est très forte et qu'on penche vers le non »

Le sénateur Joe Manchin a annoncé qu'il voterait « non » en ce qui concerne une frappe contre la Syrie juste après le briefing sur les documents classifiés.

Alan Grayson membre du Congrès a fait remarquer dans le NYT :

« le rapport documenté concernant l'attaque en Syrie ne comprend que deux documents : un résumé non classifié de 4 pages et un résumé classifié de 12 pages. Le premier énumère les preuves en faveur d'une attaque ; Je ne suis pas autorisé à vous dire ce qu'il y a dans le résumé classifié mais vous pouvez tirer vos propres conclusions. (Cela n'est pas plus convainquant que ce qui est dans les 4 pages de la version publique. »

« Jeudi j'ai demandé au personnel Du Comité des renseignements du Congrès s'il y avait d'autres documents disponibles classifiés ou non classifiés ; LEUR REPOSE A ETE « NON »

Les résumés sur l'emploi d'armes chimiques en Syrie se basent sur plusieurs centaines d'éléments provenant des informations des services secrets. Le résumé non classifié cite des écoutes téléphoniques – fournis par l'unité 8200 des renseignements militaires israéliens favorables à une guerre ndlt – des publications sur les « médias sociaux » et autres mais aucun de ces éléments ne sont cités ou même mis en pièces jointes – même pas les clips postés sur YouTube (En ce qui concerne le résumé classifié est ce que c'est la même chose de nouveau tirez votre propre conclusion). (...)

Et nous membres du Congrès de plus sommes supposés accepter sans questionner que ceux qui soutiennent une frappe contre la Syrie aient décrit les preuves alors même qu'ils refusent de nous les montrer ou de les montrer au public américain.

En fait obtenir l'accès juste au résumé classifié implique toute une série d'importants obstacles injustifiés. Nous devons descendre dans les entrailles du Centre du Capitole réservé aux Visiteurs dans une pièce au 4ème sous sol. Sur ordre du président du Comité des affaires de renseignements du Congrès la prise de notes n'est pas autorisée Une fois partis nous ne sommes pas autorisés à discuter du résumé classifié avec le public les médias ou même d'autres membres.»

Nous ne sommes pas non plus autorisés à faire quoi que ce soit pour vérifier la validité des informations fournies. En refusant même aux membres du Congrès de vérifier ces données l'administration rend impossible pour quiconque de porter un jugement indépendant sur la justesse de ces affirmations

La précipitation avec laquelle les deux agents sionistes, John Kerry et Laurent Fabius, mènent leur blitzkrieg politico médiatique pour pousser les US et la France à déclarer la guerre à la Syrie s'explique par le fait que tous deux ne sont absolument pas sûr qu'Obama aura l'aval du Congrès malgré une vaste campagne de pression prévue dès demain par le Lobby juif sioniste AIPAC & C° au sein même du Congrès et aussi malgré les interventions TV d'Obama sur plusieurs chaînes.

Un article publié par legrandsoir.info du 7 septembre 2013

Le dessous des cartes en Syrie meurtrie. (09.09)

Robert BIBEAU

Pourquoi l'attaque possible des États-Unis et de la France contre la petite Syrie exsangue et pourquoi ce bruit de bottes qui retentit encore une fois dans les pays impérialistes ? Tout simplement parce que l'agression militaire exaltée depuis deux années contre la Syrie martyrisée, visant à faire tomber Bachar al-Assad et son clan afin de placer sur le trône de Damas un sous fifre sorti de la cuisse de l'occident, a totalement échoué. Sauver les conseillers militaires occidentaux et les djihadistes exfiltrés

Ce plan machiavélique visait à déboulonner Bachar et à remettre la proie syrienne entre les mains du chacal étatsunien ravissant une autre néocolonie à la Russie-enneemie. Par ailleurs, à ce moment-ci de la partie de poker menteur un bombardement sur la Syrie aura exactement l'effet inverse et cette attaque ne fera que braquer la bourgeoisie syrienne contre l'occident (leur allié au temps où Damas sous contractait la torture des soi-disant « *terroristes internationaux* » pour le compte de la CIA étasunienne).

Ce plan machiavélique a été tramé, non pas à Tel-Aviv comme le prétend le Parti communiste syrien révisionniste et fumiste (ce qui est bien au-dessus des capacités de l'impérialisme israélien tout juste bon à massacrer la population de Gaza emmurée), mais bien plutôt manigancé à Paris, à Londres et à Washington avec le soutien des qataris, des turcs et des saoudiens [1].

Selon ce plan sinistre, Bachar al-Assad et son clan devaient être rapidement exécutés et remplacés par des affidés recrutés par les ambassades occidentales, qatari, saoudienne et turque parmi la diaspora éperdue traînant ses savates à travers le monde en quête d'un maître à appâter et à qui livrer leur patrie endeuillée. Mais rien n'a fonctionné comme anticipé. La meute djihadiste enragée et affamée s'est disputée le royaume syrien avant même que de l'avoir tué et dépecé.

Bachar et son camp, solidement soutenus par leur tuteur russe et l'allié chinois, ne se sont pas écartés comme prévu. Pire, l'ours russe a fait savoir dès le début qu'il cessait ses reculs successifs. Fini pour Poutine de céder la Géorgie pour sauver la Tchétchénie ; de céder la Serbie pour sauver la Libye ; de céder la Libye pour sauver la Syrie. Avant-hier, c'était le Mur et l'effondrement des colonies à l'Est (1989) ; puis l'ex-Yougoslavie-Serbie- Kosovo (1991-2001) ; ensuite le Caucase (2001-2012) ; puis la Libye (2011) et aujourd'hui son suzerain lui réclame la Syrie.

Pourquoi la Russie décide-t-elle soudain de se dresser et de résister aux visées hégémoniques de l'impérialisme étatsunien, français et londonien ?

C'est que l'impérialisme américain est sur son déclin et qu'il ne sait plus imposer son hégémonie sur sa meute désordonnée – la succession est déjà ouverte dans le camp de l'OTAN. Pour exemple la flotte d'attaque américaine comptait 586 navires de guerre à son apogée au temps du Président Reagan. Elle ne compte plus que 286 navires de guerre agressifs et démodés au temps du Président pacifiste, Nobel de la paix.

Du côté du BRICS le leadership de la Chine n'est pas encore affirmé ni accepté par ses alliés. Ça viendra d'ici quelques années.

Pourquoi alors ces menaces d'interventions aériennes probablement par missiles de croisières et par des drones sans pilote dont les USA ont la quasi exclusivité, armes meurtrières que les batteries anti-aériennes S-300, de fabrication russe, déjà opérationnelles comme nous l'avions prédit, abattront en partie. Peut-être même que quelques batteries S-400, ou leur équivalent iranien, servis par des moudjahidines de la révolution de Téhéran compléteront le travail [2].

Comme nous l'avions écrit à l'époque, l'aviation israélienne a effectué en mai dernier quelques vols de reconnaissance afin de vérifier l'état de préparation de ces engins de perdition qui coûtent cher aux américains. Que Stephen Harper se le tienne pour dit : les pilotes canadiens n'effectueront pas des promenades de tout repos, comme à Tripoli ; cette fois-ci ils y laisseront leur peau [3].

Mais la question demeure : « *Pourquoi ces menaces et ces leurre*s » ? Qu'est-ce qui se cache sous cette arnaque ?

Par ces menaces l'impérialisme étatsunien poursuit trois objectifs :

1 – Tous conviennent dans le camp occidental qu'ils ont perdu la guerre d'agression contre le gouvernement syrien légal. Mais cette guerre n'est pas terminée, de nombreux terroristes djihadistes entraînés par la Turquie, des mercenaires bien payés par les États-Unis, des sous fifres embauchés par le Qatar et l'Arabie, et même des conseillers militaires occidentaux sont présentement encerclés dans quelques poches de résistance et il faut obtenir leur libération par l'armée syrienne sans que ces flibustiers ne passent par les tribunaux où ils risquent d'exposer les crimes de guerre (dont les gaz sarin ne sont qu'un exemplaire) et dont se sont rendues complices les puissances occidentales pseudo humanitaires.

2 – Washington souhaite également par cette démonstration de force indiquer aux adjudants qui s'activent derrière les paravents pour le remplacement du Président de l'Alliance Atlantique en décrépitude, que les États-Unis sont les seuls qui ont la capacité militaire et la pugnacité de frapper qui ils veulent et quand ils le veulent. Le chef de meute étatsunien n'est pas sénile qu'on se le tienne pour dit dans le chenil.

3 – Enfin, une démonstration de force étatsunienne fera voir à Monsieur Poutine que s'il a pu conserver sa néo-colonie, bien mal en point selon lui, tout n'a pas été dit. Obama, Nobel de la paix (sic) prépare ainsi la suite de son plan d'agression contre le Moyen-Orient mis à feu et à sang. Il est difficile de s'y retrouver parmi les différentes options politiques couvrant l'ensemble du kaléidoscope de l'extrême droite jusqu'à l'extrême « gauche » et qui se courtisent mutuellement.

Il peut paraître hasardeux de dégager une ligne politique juste dans une telle cacophonie, chacun étant écartelé entre le Front national, Le PCF et le PC canadien révisionnistes (qui désapprouvent l'intervention occidentale en Syrie) ; entre les formations islamistes et les autres formations politiques de la bourgeoisie, le Parti Socialiste français et le Parti Conservateur canadien jusqu'à et y compris le vieux Parti communiste syrien qui dénonce l'agression et fait des rodomontades à Bachar al-Assad pour ne pas avoir obtenu quelques ministères pour services rendus. Ils en ont marre ces vieux collabos de ronger leur frein dans l'opposition au parlement de Damas [4].

Quelle est la position de l'avant-garde ouvrière syrienne ?

Il n'existe qu'une méthode scientifique pour contourner le récif de la « *conspirationniste* » et éviter de s'inscrire en soutien à l'une ou à l'autre des factions de la bourgeoisie en guerre pour l'hégémonie sur ce pays.

1. Il suffit de s'en tenir au point de vue de la classe ouvrière. Le partisan doit épouser les intérêts du prolétariat syrien. De facto, les intérêts des autres sections de classe qui composent le peuple syrien seront défendus.

2. Il s'agit d'adopter le point de vue marxiste-Léniniste, la science prolétarienne de la révolution. C'est-à-dire, d'épouser le point de vue des éléments conscients et avancés de la classe ouvrière syrienne.

En combinant et en croisant ces deux visions qui, en réalité, comme dans la vision humaine se confondent dans le cerveau pour ne former qu'une seule et même perception – une seule représentation de la réalité concrète, l'analyste comprend que cette guerre d'agression des capitalistes monopolistes de l'OTAN contre les capitalistes monopolistes syriens et leurs alliés iraniens et russes ne sert aucunement les intérêts de la classe ouvrière syrienne.

L'impérialisme occidental, les fripouilles djihadistes et les conseillers militaires occidentaux exfiltrés doivent quitter la Syrie sans discuter ou être jugés par la justice syrienne. Le prolétariat syrien ne doit faire aucune confiance à l'ONU ni à la Cour Pénale Internationale (PNI) instruments de la soi-disant « *Communauté internationale* » de l'impérialisme mondial.

Le prolétariat syrien s'oppose à toute ingérence internationale illégitime et illégale sur le sol de la Syrie et dans les affaires internes de la Syrie. Les problèmes que représentent Bachar al-Assad et la classe

capitaliste syrienne, traitres et malmenés par leurs ex-alliés occidentaux – sont les problèmes des ouvriers syriens qui pour le moment, compte tenu du rapport de force, les tolère à la tête de l'État et de la société syrienne. Leur sort sera scellé quand le prolétariat syrien organisé en aura décidé.

La société syrienne, comme celle de tous les pays du Moyen-Orient et de la zone arabe africaine (Égypte – Tunisie – Yémen – Irak – Liban – Bahreïn – Libye – Algérie – Soudan – Somalie – Mali – Mauritanie et Maroc) subit de plein fouet la crise économique mondiale. Pas plus le clan Assad que les brigands regroupés sous les oripeaux de l'Armée syrienne Libre (libre d'être les larbins des américains et des européens) ne pourront résoudre cette crise économique mondiale et donner la prospérité à ces sociétés strangulées.

Le prolétariat syrien ne porte allégeance à aucune de ces factions mais il tolère la marionnette de l'impérialisme russe et du capital comprador syrien comme un moindre mal, en attendant de s'être donné un Parti révolutionnaire ouvrier (PRO) et de préparer sa contribution à la seconde phase de la Révolution arabe en cohésion avec le prolétariat égyptien qui songe sérieusement à cette option [5].

Ouvriers et camarades de Syrie, quand l'agression de la section occidentale de l'impérialisme mondial aura été repoussée (par votre détermination à défendre vos foyers et vos familles, les usines, les moyens de transport et de communication, les services publics, les champs et les vergers, le bétail et vos conditions de vie et de travail) – ne remettez pas vos armes à quiconque ; dissimulez vos fusils et vos munitions en prévision de la prochaine occasion, en prévision de la prochaine révolution arabe à venir...

Prolétaires du monde entier unissez-vous !

[1] <http://www.michelcollon.info/Entretien-avec-Ammar-Bagdash.html>

[2] <http://www.legrandsoir.info/deux-alliances-paralysees-auproche-orient...>

[3] <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/la-guerre-contreliran-aura-lieu/>

[4] <http://www.michelcollon.info/Entre%20tien-avec-Ammar-Bagdash.html>

[5] <http://www.les7duquebec.com/7-au-front/les-revolteseegyptiennes-suites...>

Commentaire.

Si je ne suis pas d'accord sur les raisons de cette agression contre la Syrie, je partage l'analyse et les conclusions de Robert Bibeau (que je ne connais que de nom à travers ses articles) qui se place sur le terrain du marxisme.

Un article libération.fr du 11 septembre 2013

Les opinions publiques opposées à une intervention en Syrie. (12.09)

Allemagne, France, Royaume-Uni... Les sondages montrent une forte réticence face à un nouvel engagement militaire occidental au Proche-Orient.

Barack Obama a lundi accepté de «s'engager dans des discussions à l'ONU» suite à la proposition russe de mettre sous contrôle international de l'arsenal chimique du régime syrien, ce qui lui permet de faire machine arrière sur la guerre sans perdre la face. Et de contenter les opinions publiques, majoritairement hostiles à un nouvel engagement militaire au Moyen-Orient.

Aux Etats-Unis, selon une enquête réalisée par le Pew Research Center entre le 29 août et le 1er septembre, seulement 29% des Américains sont en faveur de frappes aériennes en Syrie, alors que 48% s'y opposent. Fin août, un autre sondage (YouGov) donnait 15 % d'Américains favorables, 59 % contre, et 26 % incertains. Et si 55 % des interrogés pensent que le régime syrien s'est servi d'armes chimiques, 21 % estiment que les rebelles syriens ont fait de même.

En France, l'opinion publique semble désormais résolument pencher en faveur de l'anti-interventionnisme. D'après un sondage réalisé par Ifop pour le Figaro entre les 4 et 6 septembre 2013, 68% des Français seraient opposés à un engagement militaire de la France dans l'hypothèse d'une intervention en Syrie, et 32% y seraient favorables, avec des pics d'opposition chez les sympathisants FN et les retraités.

En Allemagne, selon la même enquête Ifop, l'opinion publique est désormais nettement défavorable à toute intervention occidentale (63% contre, 27% pour), 77% des sondés s'opposant à un engagement de la Bundeswehr. Et même dans le cas d'une intervention sous commandement américain à laquelle ils ne participeraient pas militairement, les Allemands ne sont que 41% à souhaiter que leur pays y apporte un soutien financier et matériel (sondage réalisé pour la chaîne publique ZDF).

En Italie, pays qui s'était engagé dans la guerre en Irak, un sondage de l'IPR Institute a montré que 52% du public était opposé à une attaque de la Syrie, même en l'absence d'engagement italien. Selon ce même sondage, environ 57% des Italiens sont opposés à ce que les bases militaires italiennes soit utilisées pour assister d'éventuelles forces militaires engagées dans les frappes.

Au Royaume-Uni, l'opinion publique apparaît traumatisée par la guerre en Irak. Les mensonges des faucons américains pour précipiter le «meilleur allié» des Etats-Unis dans la croisade contre Saddam Hussein, puis l'enlèvement des troupes de la coalition dans cette prétendue «guerre éclair» pèsent lourd dans la mémoire collective britannique. Selon un sondage ComRes réalisé le 1er septembre, deux Britanniques sur trois sont contre un engagement au Moyen-Orient. D'après les mêmes résultats, seuls 29% des Anglais estiment que l'armée américaine, même sans soutien militaire anglais, devrait lancer des frappes aériennes. Et dans tous les cas, 80% des sondés estiment que des frappes militaires quelles qu'elles soient doivent d'abord obtenir l'aval de l'ONU.

En Russie, selon le dernier sondage disponible, réalisé en juin par le Centre Levada et publié le 5 septembre seulement, seulement 8% des Russes portaient alors une attention particulière à la guerre en Syrie, alors que 52% étaient «un peu» au courant et 39% n'en connaissaient rien. 40% des Russes s'opposaient alors à une intervention étrangère en Syrie.

Seul pays où l'opinion publique se dit favorable à une intervention militaire en Syrie, Israël. Un sondage réalisé par le Gal Hadash et publié par Israël Hayom fin août a conclu que 67% des interrogés étaient en faveur d'une intervention militaire occidentale en Syrie. Seulement 17% y seraient opposés. Cependant, dans un autre sondage publié par le quotidien Maariv, les Israéliens se disent majoritairement opposés à l'entrée de Tsahal, l'armée israélienne, dans l'hypothétique coalition qui attaquerait la Syrie. Et 70% se sont dit inquiets qu'une intervention américaine mène à un engagement israélien.

«Jusqu'ici, on sondait les opinions sur une intervention une fois qu'elle était engagée [...] Là, comme la crise dure, on regarde ce que pensent les opinions publiques de ce qui relève du domaine réservé au Président.

On a donc l'impression qu'elles s'introduisent de façon plus forte dans le débat. Il y a une extension de la démocratie d'opinion, de la doxocratie», constate Edouard Lecerf, directeur général de TNS Sofres.

Un article french.irib.ir du 11 septembre 2013

La géopolitique du gaz et la crise syrienne... (14.09)

Sur quels principes a été définie l'approche saoudienne, qatarie, turque ou occidentale, et surtout américaine, envers l'affaire syrienne ? Or, nul doute que la Syrie est plus démocratique que l'Arabie saoudite et le Qatar, et que ceux même que les Occidentaux avaient l'habitude d'appeler terroristes, ont changé de nom et s'appellent, aujourd'hui, les "*guerriers de la liberté*", lorsqu'on parle de la Syrie.

L'agence Mehr News s'intéresse aux aspects économiques en rapport avec la tragédie syrienne, et cela, en se référant à un article paru sur le site Petronet ; en ce sens que les soucis liés à l'énergie surtout le gaz naturel, considéré comme étant la plus importante ressource énergétique de ce 21ème siècle, font l'objet essentiel des alignements anti-syriens. Ainsi, les questions géopolitiques liées à la production, au transfert et à la consommation du gaz, sont-elles parmi les points prioritaires de la stratégie des occidentaux.

- La Syrie et la fourniture du gaz à l'Europe au 21ème siècle

L'Occident se trouve face à un dilemme, au sujet des itinéraires qui vont devoir lui transférer du gaz. Les deux itinéraires envisageables seraient : Iran-Irak-côtes méditerranéennes ou Qatar-Arabie saoudite- Syrie-Turquie-Europe. L'Union européenne sait bien que le gazoduc Nabucco, reliant l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale, le Trans Adriatic Pipeline (TAP), et en général, le corridor du Sud, s'appuient seulement sur les ressources gazières de l'Azerbaïdjan, ce qui n'est pas suffisant pour mettre fin à l'indépendance envers les ressources gazières de la Russie. C'est pourquoi l'Europe souhaite avec convoitise accéder aux ressources gazières du golfe Persique. La Syrie étant un maillon important de cette chaîne, l'Occident suit avec sérieux le projet de changement de régime dans ce pays qui, d'ailleurs, a des liens stratégiques importants avec l'Iran et la Russie. La guerre qui se poursuit aujourd'hui en Syrie, au nom de la démocratie, a, en fait, d'autres objectifs d'ordre géopolitique de ce genre.

Pour le rappel, les émeutes ont commencé en Syrie presque, alors même que Damas, Téhéran et Bagdad sont tombés d'accord, en 2011, sur un projet tripartite de construction du gazoduc. D'une longueur totale de 1500 kilomètres, ce gazoduc devra commencer depuis Assalouyeh. Cet itinéraire sera divisé en 3 secteurs : 225 km sur le territoire iranien, 500 km en Irak et entre 500 à 700 km sur le sol syrien. Les coûts du projet s'estiment à 10 milliards de dollars moyennement et il est possible d'étendre le gazoduc, après la Syrie, vers la Grèce et l'Europe, par le biais de la mer Méditerranée.

Il était établi que les travaux de construction commencent entre 2014 et 2016, afin que le gazoduc puisse pomper quotidiennement 110 millions de mètres cubes de gaz, soit 40 milliards de mètres cubes, par an. L'Irak, le Liban et la Syrie se sont déjà montrés intéressés par le gaz iranien ; ceci dit, il serait possible d'exporter chaque année 20 milliards de mètres cubes de gaz, vers l'Europe.

Le gazoduc Iran-Irak-Syrie est tout à fait économique et lucratif pour Damas. Mais les Etats occidentaux et leurs alliés arabes dans la région du golfe Persique, ainsi que la Turquie, ne souhaitent nullement que ce projet soit accompli. Une fois accompli, ce projet retirera de la Turquie son statut de premier itinéraire de transfert du gaz vers l'Europe et renforcera la situation de l'Iran, par rapport au Qatar et à l'Arabie saoudite. La "*coalition malsaine*" que les Etats Occidentaux, le Qatar, l'Arabie et la Turquie ont formée contre la Syrie n'est envisageable que dans ce cadre ; sinon, tout le monde accepterait que la démocratisation, au Moyen-Orient, doit commencer par des pays comme le Qatar et l'Arabie saoudite.

- Fournir du gaz à l'Europe : que le Qatar remplace l'Iran et la Russie !

Selon le journal arabe Al-Akhbar, on parle, aujourd'hui, au sein du gouvernement américain, d'un autre projet. Un nouveau gazoduc va devoir transférer le gaz naturel, depuis le Qatar, vers l'Europe, et qui couvrira, sur son passage, Israël et la Turquie. La capacité de ce projet n'a pas été indiquée, mais vu les ressources gazières du Moyen-Orient, le projet en question pourrait même défier les exportations du gaz russes. Curieux, c'est que celui qui a élaboré ce plan est aussi un membre du comité de crise, au sein du gouvernement américain, en rapport avec la crise syrienne. Ce gazoduc doit commencer depuis le Qatar, passer par l'Arabie saoudite et la Jordanie, et arriver à la Syrie, en contournant l'Iran et l'Irak. C'est à proximité de Homs que ce gazoduc devra être divisé en trois branches dont l'une ira à Lattaquié, la deuxième ira à Tripoli dans le Nord libanais et la troisième en Turquie.

La ville de Homs sera donc située au croisement de ce gazoduc et ce n'est pas étonnant que les affrontements les plus violents aient lieu dans cette ville, ainsi qu'à Qousseir, près de Homs. Les lieux dont on entend souvent le nom, dans l'actualité sur les affrontements dans lesquels les rebelles soutenus par les Etats occidentaux, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite luttent contre l'autorité centrale syrienne, tombent, exactement, sur les zones importantes, en rapport avec le passage de gazoduc en question. Une comparaison entre les régions que les rebelles semblent vouloir séparer du territoire syrien et la carte du gazoduc susmentionné confirme aussi cette question. A travers ce projet, les alliés du Qatar chercheraient trois objectifs : briser le monopole russe dans la fourniture de l'énergie à l'Europe, mettre fin à la dépendance turque envers le gaz iranien et fournir l'occasion à Israël d'exporter du gaz à l'Europe, par des moyens pas chers.

De tout cela, on peut conclure que l'objectif principal d'une éventuelle guerre contre la Syrie consiste à suivre et à faire aboutir ce projet, et cela, de façon à faire échouer l'accord irako-irano-syrien de construction de leur gazoduc, à eux. Le lancement dudit projet a été plus d'une fois reporté jusqu'aujourd'hui à cause des opérations militaires et des évolutions en cours en Syrie. Pourtant, le gouvernement irakien s'est dit prêt, en février 2013, à signer une note d'entente établissant un cadre pour les travaux de construction du gazoduc irano-irako-syrien. Depuis, de plus en plus de groupes chiites en Irak ont annoncé leur appui au gouvernement de Bachar Al-Assad, en Syrie.

Il est clair, maintenant, que la "*guerre injuste*" qui pourrait se déclencher en Syrie sent le gaz et le sang. Les dépenses très généreuses des Etats occidentaux, du Qatar, de l'Arabie et de la Turquie, dans ce sens, visent, ainsi, à retracer, à leur façon, la carte géopolitique du monde de l'avenir. Tout pourrait servir de prétexte. Tant que le but justifie les moyens, le front Al-Nosra pourra brandir le drapeau de la démocratie et les terroristes d'hier comme les Qaïdistes pourront recevoir des armes européennes. En réalité, les questions énergétiques n'ont jamais été résolues dans le cadre des compétitivités de libre marché ; les puissances impérialistes ont toujours essayé de planifier le réseau mondial de l'énergie, de façon à se réserver la plus grande capacité de gestion et d'influence.

Un article francetvinfo.fr du 11 septembre 2013

Syrie : le vrai visage des rebelles (14.09)

"Des meurtres, des exécutions sans procédure régulière, des actes de torture, des prises d'otages et des attaques contre des objets protégés." Le rapport de l'ONU rendu mercredi 11 septembre n'est pas tendre avec les rebelles en Syrie. Les experts internationaux n'épargnent pas plus le régime de Bachar Al-Assad, accusé de "crimes contre l'humanité".

Qui sont ces rebelles, certains aussi violents que les soldats du dictateur ? Francetv info répond aux questions que vous vous posez sur ceux qui combattent Bachar Al-Assad.

Les rebelles ont-ils commis des crimes ?

Ex-otage d'un groupe d'insurgés, précise La Stampa, le journaliste italien Domenico Quirico évoque des bandits qui profitent du chaos qui règne dans le pays pour "s'emparer de pans entiers du territoire, rançonner la population, enlever des gens et se remplir les poches", raconte-t-il dans une interview au Monde. Cependant, tous ceux qui combattent Al-Assad ne sont bien sûr pas des criminels.

"Ce qui m'étonne, moi, c'est qu'on soit surpris par ces exactions", s'énerve Nora Benkorich, chercheuse à la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe du Collège de France. "Les gens, y compris les soldats, n'ont plus à manger depuis plusieurs mois. Certains font appel à des méthodes crapuleuses pour gagner de l'argent, pour pouvoir manger et s'acheter des munitions, continue la chercheuse pour francetv info. Je ne les excuse pas, j'essaie de les comprendre."

Des comités locaux, des groupes d'habitants, ont essayé de faire signer des sortes de "chartes de bonne conduite" aux insurgés, sans se faire d'illusions. Ces tentatives se sont en effet révélées infructueuses auprès des éléments les plus cruels de la rébellion.

Qui est responsable des meurtres de sang-froid, des enlèvements, des pillages ?

Depuis le début du conflit, des vidéos circulent sur internet, montrant des rebelles décapitant, violant, tuant. Le New York Times s'est fait le relais de l'une d'entre elles sur laquelle on voit des insurgés abattre sommairement des soldats loyalistes. Difficile d'en retracer l'origine. Les prises de vue amateurs sont parfois remises en cause. Des rebelles accusent des militaires du régime de se faire passer pour des islamistes barbares afin de décrédibiliser leur mouvement, sans que cela puisse être affirmé indubitablement.

Nora Benkorich rappelle aussi qu'au début de la révolution, en 2011, Bachar Al-Assad a ouvert les portes des prisons, laissant s'échapper des détenus peu dangereux, mais aussi des grandes figures de l'islamisme et des meurtriers, qui ont depuis opéré une reconversion dans la rébellion laïque et islamiste. Quirico assure, lui, avoir été enlevé par "des gens du coin, plus bandits qu'islamistes ou révolutionnaires".

Les rebelles sont-ils tous islamistes ?

Depuis quelques mois, le constat est clair : les islamistes infiltrent de plus en plus la rébellion syrienne. Certains sont affiliés à Al-Qaïda. Aron Lund, un expert suédois de l'islamisme en Syrie, explique dans un rapport que les "groupes jihadistes jouent un rôle en Syrie - limité, certes, mais en expansion rapide". "Même des rebelles sans véritable idéologie adoptent la rhétorique islamiste", continue-t-il.

Anciens soldats du régime qui ont déserté, musulmans radicaux, combattants venus de l'étranger... les rebelles ne sont pas un groupe uni, homogène. The Independent (en anglais) résume l'étude d'Aron Lund, qui décrit trois ensembles distincts de rebelles, islamistes ou non, et des dizaines de sous-ensembles, bataillons de quelques centaines d'hommes, ou brigades plus grandes. Chaque brigade, chaque groupe d'hommes a sa propre idéologie, plus ou moins proche de l'islam. Contrairement aux islamistes, les "laïcs", musulmans, ne souhaitent pas instaurer un Etat dont leur religion serait le moteur.

Pourquoi rejoignent-ils les jihadistes s'ils n'adhèrent pas à leurs idées ?

La raison est simple : pour l'argent. "*Une brigade entière s'est laissée pousser la barbe parce que le seul argent qu'ils pouvaient avoir pour se faire payer venait de réseaux religieux*", raconte Nora Benkorich. "*Mais des rebelles assurent que si demain, une autre source de financement, non-islamiste, se présente, ils tombent la barbe.*"

Peut-on pour autant parler d'opportunisme ? "*Non, il s'agit d'une question de survie*", insiste la chercheuse, alors que les conditions de vie en Syrie sont de plus en plus précaires, selon un communiqué de Médecins sans frontières remontant à mars.

Pourquoi parle-t-on de la rébellion, comme si elle était unie ?

Malgré toutes leurs différences, les rebelles ont un point commun : ils veulent faire tomber Bachar Al-Assad. Et pour cela, il faut parfois s'allier pour être plus puissant contre le régime. La guerre en Syrie se joue surtout à l'échelle des villes, des régions. Chaque petite avancée compte, et les grandes branches rebelles ne maîtrisent pas forcément les hommes qui se battent en leur nom. Chaque chef noue donc les alliances qui l'avantagent localement, rappelle Nora Benkorich. Chaque petit bataillon louvoie au gré de ses besoins financiers et stratégiques. Ainsi, l'Armée syrienne libre (ASL), laïque, le Front Al-Nosra et l'Etat islamique d'Irak et du Levant, des islamistes, s'entendent pour gérer Raqqa, dans le nord, et s'échangent ailleurs dans le pays.

Les rebelles se battent-ils entre eux ?

Chaque groupe a son propre agenda politique, sa propre vision de la révolution et cela mène à des tensions. Jeudi 11 juillet, un convoi de l'ASL, la branche de la rébellion la plus proche des Occidentaux, trouve sur sa route un barrage tenu par l'Etat islamique d'Irak et du Levant. Le chef de l'ASL, connu et craint dans la région, veut savoir qui tient ce barrage et sous quel prétexte. La conversation s'échauffe avec l'émir islamiste et se solde par une balle dans la tête de l'officier de l'ASL. Cette dernière, sous-équipée et pauvre, ne peut répliquer contre les dollars des associations religieuses du Golfe, qui arrosent certains groupes islamistes, selon Nora Benkorich.

Cet épisode montre que les accrochages entre "*laïcs*" et islamistes existent. Mais les relations ne sont pas au beau fixe non plus à l'intérieur du clan des islamistes, eux aussi divisés. Récemment, le chef d'Al-Qaïda en Irak a unilatéralement décidé de fédérer le Front Al-Nosra, un des groupes islamistes les plus radicaux. Certains, au Front, ont fait sécession : les idées d'Al-Qaïda, qui dépassent les frontières syriennes, sont peu au goût de ces nationalistes, comme le rappelle Libération.

Un article Almanar.com publié par Le Grand Soir du 13 septembre 2013

Les dessous du tir des deux missiles en Méditerranée. (15.09)

Une source diplomatique éminente a révélé que « *la guerre américaine contre la Syrie a commencé et a terminé au moment du tir des deux missiles balistiques qui sont tombés dans la mer* » ! Selon le quotidien libanais assafir, citant cette haute source, « *les deux missiles ont été lancés par les forces américaines d'une base militaire de l'OTAN en Espagne. Ils ont été détectés par les radars russes immédiatement. Les batteries de défense russe les ont confrontés. Un missile a explosé en l'air alors que l'autre a été dérouté et est tombé ensuite en mer* ».

Et la source d'ajouter : « *Le communiqué publié par le ministère russe de la défense sur la détection de deux missiles balistiques lancés en direction de la Méditerranée a négligé de souligner deux informations : le lieu du tir des missiles, et leur interception* ».

Pourquoi ? Parce qu'immédiatement après cette opération militaire, la direction des renseignements russes a contacté les renseignements américains pour les informer que « *frapper Damas équivaut à frapper Moscou et nous avons omis la phrase de l'interception des deux missiles du communiqué que nous avons publié pour sauvegarder les relations bilatérales et pour ne pas provoquer plus d'escalade. Pour cette raison, vous devez revoir rapidement votre politique et vos intentions envers la crise syrienne et vous devez réaliser qu'il vous est impossible d'éliminer notre présence en Méditerranée* ».

« *Cette confrontation directe non annoncée entre Moscou et Washington a augmenté la confusion de l'administration d'Obama qui est devenue plus convaincue que la partie russe est prête à aller jusqu'à la fin en ce qui concerne la cause syrienne, et a montré que seule une initiative russe pourra sauver la face de l'administration US et que la volonté de la Russie décidera de la paix ou de la guerre en Syrie* ».

La même source a poursuivi : « *Après qu'Israël a démenti sa connaissance au sujet du tir des missiles dans son premier communiqué, Washington a demandé de Tel Aviv de revendiquer les tirs des missiles pour la sauver de cette position, surtout que ce tir était le signal de lancement de l'offensive contre la Syrie. Il était prévu que le Président américain participe au sommet du G-20 pour mener des négociations sur le sort du président syrien Bachar el-Assad* ».

« *Après la confrontation balistique entre les Etats-Unis et la Russie, Moscou a augmenté ses experts militaires en Syrie, et a multiplié ses pièces militaires et ses navires pour renforcer sa présence militaire en Méditerranée, et a choisi d'annoncer son initiative sur la fin de l'offensive contre la Syrie après le sommet du G-20. Cette décision a été prise suite à des réunions avec la partie syrienne qui a donné son accord sur la proposition russe de placer les armes chimiques sous contrôle international et d'adhérer à la convention de la non-prolifération d'armes chimiques* ».

« *Les premiers résultats de la confrontation balistique américano-russe furent le vote de la chambre des communes britannique sur le refus de participer à la guerre en Syrie, une décision qui a été suivie par des positions européennes, notamment la position de la chancelière allemande Angela Merkel* », a encore révélé ladite source.

source : assafir

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=130437&frid=18&a...>

(Je mettrai cet article en ligne au format pdf plus tard dans la journée)

Un article AFP du 23 septembre 2013

Bangladesh : les ouvriers du textile en colère dénoncent leur paie indigente. (24.09)

Des centaines de milliers d'ouvriers du textile du Bangladesh ont déversé leur colère dans la rue lundi, bloquant des rues et mettant le feu à des usines faute d'obtenir un salaire minimum de 100 dollars par mois, cinq mois après un dramatique accident industriel.

Jusqu'à 200.000 ouvriers ont manifesté lundi pour le troisième jour consécutif, selon Abdul Baten, chef de la police du district de Gazipur, près de la capitale Dacca, où plusieurs centaines d'usines textiles sont implantées.

Quelque 300 usines ont été fermées pour prévenir toute attaque d'usines de la part de manifestants, a précisé à l'AFP son adjoint, Mustafizur Rahman.

"La situation est très volatile. La police a tiré des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes pour disperser les ouvriers incontrôlables", a-t-il ajouté, précisant que plusieurs dizaines d'ouvriers et quelques policiers avaient été blessés.

Les manifestations contre les faibles salaires et les mauvaises conditions de travail ont secoué le secteur de l'habillement du Bangladesh depuis l'effondrement en avril du Rana Plaza, qui a tué plus de 1.100 personnes.

Dans le faubourg de Savar, où l'immeuble s'est effondré, des ouvriers en colère ont mis le feu à au moins deux usines, a déclaré Reaz-Bin-Mahmood, vice-président de l'association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh.

Des milliers d'ouvriers ont par ailleurs attaqué un centre de policiers réservistes à quelque 40 km au nord de Dacca, blessant trois policiers et brisant trois fusils, a dit un officier de police, Rafiqul Islam, à l'AFP.

Refus patronal

Dans la zone industrielle de Tejgaon, à Dacca, des heurts ont opposé des milliers d'ouvriers à la police devant le siège de l'association des fabricants de textile, selon la police.

Un dirigeant syndical, Shahidul Islam Sabuj, a prévenu que les manifestations pourraient se prolonger tant que les salaires ne sont pas augmentés.

"100 dollars c'est le minimum que nous demandons. Un ouvrier a besoin de bien plus pour pouvoir vivre décemment", a-t-il dit à l'AFP;

Des milliers d'entre eux, batons à la main, ont bloqué les routes reliant la capitale Dacca au nord et à l'ouest du pays, interrompant la circulation pendant plusieurs heures.

"Les prix de toutes les denrées principales ont augmenté mais nos payes n'ont pas bougé depuis des années", déclaré l'un des manifestants.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur de vêtements au monde, fournissant notamment des grands noms tels que l'américain Walmart, le français Carrefour ou encore le suédois H&M. Pilier de l'économie, le secteur avec ses 4.500 usines représente 80% des exportations annuelles s'élevant à 27 milliards de dollars.

Mais la grande majorité des 3 millions de travailleurs ne gagnent qu'un salaire de base mensuel de 3.000 taka (38 dollars américains) - soit un des plus bas au monde - suite à un accord tripartite entre les syndicats, le gouvernement et les fabricants signé en août 2010.

En juin, le gouvernement avait mis en place un groupe de travail spécial pour examiner les salaires et les syndicats ont demandé un salaire mensuel minimum de 8.114 taka (100 dollars US).

Les propriétaires d'usine ont rejeté la demande, affirmant qu'ils pouvaient augmenter les salaires de seulement 20% à 3.600 taka, en raison de la conjoncture économique mondiale morose.

Un article publié par Mondialisation.ca du 23 septembre 2013

L'Occident détrôné : Washington est "L'axe du mal". (25.09)

Par Paul Craig Roberts

(Le Dr Roberts fut Secrétaire Adjoint au Trésor US de la politique économique dans l'administration Reagan. Il a été rédacteur en chef adjoint et éditorialiste du Wall Street Journal, chroniqueur pour Business Week et du Scripps Howard News Service. Il a occupé de nombreux postes universitaires.)

"Le cours évolutif du progrès européen pendant ces trois cents dernières années pourrait se résumer à seulement quatre mots: égoïsme, massacres, impudeur et corruption." Yan Fu

Il n'a fallu que 300 ans au reste du monde pour saisir tout le mal qui se cache derrière la «civilisation occidentale», ou peut-être l'émergence de nouvelles puissances dignes de confiance pour voir l'évidence. Quiconque doute de la responsabilité de l'Amérique dans le chaos actuel devrait lire The Untold History of the United States par Oliver Stone et Peter Kuznick.

Le «nouveau siècle américain» proclamé par les néo-conservateurs a pris fin brutalement le 6 Septembre à la réunion du G20 en Russie. Les dirigeants de la plupart des peuples du monde ont dit à Obama qu'ils ne le croyaient pas et que ce serait une violation du droit international si le gouvernement américain attaquait la Syrie sans l'autorisation de l'ONU.

Poutine a dit aux dirigeants du monde réunis que l'attaque aux armes chimiques était «une provocation de la part des insurgés armés dans l'espoir d'une aide de l'extérieur, par les pays qui les ont soutenus dès le premier jour.» En d'autres termes, Israël, l'Arabie Saoudite, et Washington, l'axe du mal.

La Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Indonésie et l'Argentine ont rejoint Poutine en affirmant qu'un dirigeant qui commet une agression militaire sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU se met "en dehors de la loi."

En d'autres termes, si vous défiez le monde, Obama, vous êtes un criminel de guerre.

Le monde entier attend de voir si le lobby pro-israélien peut pousser Obama dans le rôle du criminel de guerre. Beaucoup parient qu'Israël l'emportera sur le faible président américain, un individu dénué de tout principe. Il y a quelques dizaines d'années avant que les américains ne deviennent un troupeau de moutons, l'un des derniers résistants américains, l'amiral Tom Moorer, chef des opérations navales et de l'Etat-Major des Armées, a déclaré publiquement « qu'aucun président américain ne peut résister à Israël ». Le plus haut gradé de l'Amérique ne pouvait pas obtenir une enquête honnête sur l'attaque israélienne contre l'USS Liberty.

Nous attendrons encore longtemps avant de voir un président américain résister à Israël. Ou le congrès. Ou un média.

Le régime Obama a tenté de contrer sa défaite fracassante au sommet du G20 en forçant ses Etats fantoches à signer une déclaration commune condamnant la Syrie. Toutefois, les États fantoches ont nuancé leur position en déclarant qu'ils s'opposaient à une action militaire et attendaient le rapport de l'ONU.

La plupart des supporters achetés-et-payés d'Obama sont impuissants, sans envergure. Par exemple Obama compte le Royaume-Uni comme un des pays le soutenant, en raison de l'appui personnel du discrédité Premier ministre britannique, David Cameron, malgré le fait que celui-ci ait été désavoué par le Parlement britannique lors d'un vote qui interdit la participation britannique à un autre des crimes de guerre de Washington. Ainsi, bien que Cameron ne puisse pas amener le peuple et le gouvernement britannique avec lui, Obama compte le Royaume-Uni parmi ses partisans. De toute évidence, il s'agit d'un comptage désespéré du nombre de "pays qui le soutiennent".

Le gouvernement fantoche turc, qui a tiré sur ses citoyens qui manifestaient pacifiquement dans les rues, sans protestation d'Obama ou du lobby pro-israélien, soutient "*la responsabilité de la Syrie*", mais pas la sienne, bien sûr, ni celle de Washington.

Les États fantoches du Canada et de l'Australie, des pays impuissants, n'ayant pas une once d'influence dans le monde, se sont précipités pour offrir leurs services à leur maître Washington. Le souci majeur des gouvernements Canadien et Australien est d'avoir une récompense de Washington.

Le décompte d'Obama inclut également le soutien du Japon et de la République de Corée, deux autres pays dépourvus de toute influence diplomatique et sans aucun pouvoir. Le Japon, impuissant, est sur le point d'être détruit par la catastrophe nucléaire de Fukushima, pour laquelle il n'a pas de solution. Comme les fuites radioactives se propagent dans l'aquifère sur lequel Tokyo et ses environs comptent, le Japon est confronté à la possibilité d'avoir à déménager 40 millions de personnes.

L'Arabie saoudite, impliquée dans le transfert aux rebelles d'Al-Nusra des armes chimiques utilisées dans l'attaque, soutient Washington, sachant que par ailleurs sa tyrannie est grillée. Même les néo-conservateurs menés par l'hystérique conseillère à la sécurité nationale d'Obama, Susan Rice, veulent renverser les Saoudiens.

Obama prétend également avoir le soutien de la France et de l'Allemagne. Toutefois, tant Hollande que Merkel ont indiqué clairement qu'une solution diplomatique, et non la guerre, était leur premier choix et que le résultat repose sur l'ONU.

En ce qui concerne le soutien de l'Italie et de l'Espagne, ils espèrent être récompensés avec la Réserve Fédérale qui imprimerait assez d'argent pour renflouer leurs économies endettées afin que les deux gouvernements ne soient pas renversés par la rue pour leur acceptation du pillage de leur pays par les banksters internationaux. Comme tant d'autres gouvernements occidentaux, ceux de l'Italie et de l'Espagne, et, bien sûr, de la Grèce, soutiennent les banksters internationaux, et non leurs propres citoyens.

Le président de la Commission européenne a déclaré que l'Union européenne, en tant que pouvoir central au-dessus de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, et l'Espagne, ne soutient pas de solution militaire à la crise syrienne. "*L'Union européenne est certaine que les efforts devraient viser à un règlement politique*", a déclaré José Manuel Barroso aux journalistes lors de la réunion du G20. L'UE a le pouvoir de délivrer des mandats d'arrêt contre les chefs de gouvernements de l'UE qui participent à des crimes de guerre.

Ce que cela révèle, c'est que le soutien derrière le menteur Obama est faible et limité. La capacité des pays occidentaux à dominer la politique internationale a pris fin lors de la réunion du G20. L'autorité morale de l'Occident a complètement disparu, brisée et érodée par les innombrables mensonges et des actes éhontés d'agression basés uniquement sur des mensonges et des intérêts personnels. Il ne reste rien de «*l'autorité morale*» de l'Occident qui n'a jamais été autre chose qu'une couverture pour l'intérêt personnel, l'assassinat, et le génocide.

L'Occident a été détruit par ses propres gouvernements, qui ont raconté trop de mensonges égoïstes, et par ses sociétés capitalistes, qui ont délocalisé les emplois et la technologie de l'Occident vers la Chine, l'Inde, l'Indonésie et le Brésil, privant les gouvernements occidentaux de recettes fiscales et de soutien à leurs citoyens.

Il est difficile de savoir si les citoyens de l'Ouest détestent moins leurs gouvernements corrompus que les musulmans, dont la vie et les pays ont été dévastés par l'agression occidentale, ou les citoyens des pays du Tiers Monde qui ont été appauvris et pillés par les organismes financiers prédateurs appartenant au Premier Monde.

Les gouvernements occidentaux idiots ont surestimé leur influence. Il n'y a aucune chance pour que l'hégémonie américaine, rêve fantaisiste des néo-conservateurs, s'exerce sur la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Amérique du Sud, et l'Iran. Ces pays peuvent mettre en place leur propre système de paiements et de finances international et abandonner le standard du dollar quand ils le voudront. On se demande pourquoi ils attendent. Le dollar américain est imprimé en quantités incroyables et n'est plus qualifié pour être la monnaie de réserve mondiale. Le dollar américain est au bord de la dévalorisation totale.

Le sommet du G20 a clairement indiqué que le monde ne veut plus accompagner les mensonges de l'Occident et ses méthodes meurtrières. Le monde a saisi ce qu'est l'Occident. Chaque pays comprend maintenant que les plans de sauvetage proposés par l'Occident ne sont que des mécanismes de pillage des pays sauvés et pour appauvrir le peuple.

Au 21^e siècle, Washington a traité ses propres citoyens avec la même façon dont elle traite les citoyens des pays du tiers monde. Des trillions de dollars ont été distribués à une poignée de banques, alors même qu'elles jetaient des millions d'Américains hors de leurs maisons et saisissaient tous les actifs restants des familles brisées.

Les entreprises américaines ont vu leurs impôts réduits à presque rien, quelques-unes ne payant pas d'impôts du tout, alors qu'elles offraient les emplois et les carrières de millions d'Américains à des chinois et à des Indiens. Avec ces emplois sont partis le PIB américain, l'assiette fiscale, et le pouvoir économique, laissant les Américains avec d'énormes déficits budgétaires, une monnaie avilie, et des villes en faillite, comme Detroit, qui était autrefois la puissance manufacturière du monde.

Dans combien de temps Washington abattra-t-il ses propres sans-abri, ses affamés, et ses citoyens manifestant dans les rues?

Washington représente Israël et une poignée de puissants intérêts privés organisés. Il ne représente personne d'autre. Washington est un fléau pour le peuple américain et une peste pour le monde.

Commentaire.

En France, en guise d'os à ronger leur haine à défaut de pouvoir bombarder le peuple syrien, PS, PCF, PG, UMP et UDI s'emploient désormais leur « *autorité morale* » à s'attaquer aux prostituées, ils sont aussi un "fléau" pour le peuple français et une "peste pour le monde".

Comme dirait l'autre, voilà un article qui a de la gueule même si on n'y adhère pas en totalité, il présente plus d'intérêt que tout ce qu'on peut lire dans la presse ouvrière française insipide au possible ou archi nulle. Et dire qu'il a été rédigé par un ancien membre de l'administration Reagan, c'est à tomber à la renverse !

Un article publié par slate.fr du 25 septembre 2013

L'empire américain est mort, c'est Obama qui l'a dit. (26.09)

Devant les dirigeants du monde rassemblés aux Nations unies, le président américain Barack Obama a présenté son pays sous les traits d'une superpuissance circonspecte, prête à faire face aux armes nucléaires iraniennes et à tuer ses ennemis à coups de drones mais pas du tout à embarquer dans des missions militaires à durée indéterminée en Syrie ou dans d'autres pays ravagés par des troubles internes. Et cela, a-t-il insinué, devrait donner au reste du monde des raisons de se faire du souci.

«Les Etats-Unis ont appris l'humilité à la dure pour ce qui concerne notre capacité à déterminer la conduite des événements dans d'autres pays», a-t-il avoué devant les 193 membres de l'Assemblée générale.

«L'idée d'empire américain est peut-être une propagande utile, mais elle n'est pas étayée par la politique actuelle de l'Amérique ni par l'opinion publique.»

Obama a expliqué que *«le débat récent qui a eu lieu aux Etats-Unis sur la question de la Syrie a clairement montré que le danger pour le monde n'est pas une Amérique empressée de se plonger dans les affaires d'autres pays ou de s'attaquer à tous les problèmes de la région comme si c'était les siens. Le danger pour le monde est que les Etats-Unis, après une décennie de guerre –justement inquiets des problèmes sur leur territoire national, conscients de l'hostilité que notre engagement dans la région a suscité dans tout le monde musulman– puissent se dégager, créant un vide de leadership qu'aucune autre nation n'est prête à remplir».*

Obama a dit que pour l'instant, la politique étrangère américaine au Moyen-Orient se concentrerait principalement sur deux priorités:

«La poursuite par l'Iran des armes nucléaires et le conflit israélo-palestinien. Même si ces questions ne sont pas la cause de tous les problèmes de la région, elles sont une grande source d'instabilité depuis bien trop longtemps, et les résoudre pourra servir de fondation à une paix plus large.»

Sur le sujet du conflit en Syrie, Obama a déclaré que les objectifs américains étaient largement humanitaires.

«Il n'y a pas un "grand jeu" à gagner, et l'Amérique n'a aucun intérêt en Syrie au-delà du bien-être de ses habitants, de la stabilité de ses voisins, de l'élimination des armes chimiques et de l'assurance qu'elle ne devienne pas un refuge pour terroristes.»

Obama a affirmé son engagement au projet russo-américain de placer les armes chimiques d'Assad sous contrôle international, et reconnu que le président syrien avait fait un premier pas positif en déclarant ses stocks.

«Ma préférence s'est toujours portée vers une résolution diplomatique de ce problème», a-t-il dit, soulignant l'importance d'une résolution du Conseil de sécurité qui liera Assad à ses engagements.

«Il doit y avoir des conséquences s'ils ne tiennent pas parole, a-t-il précisé. Si même sur ça nous ne pouvons nous mettre d'accord, cela montrera que l'ONU est incapable de faire appliquer la plus basique des lois internationales.»

Le président a présenté le projet russo-américain comme le catalyseur d'une démarche internationale plus vaste visant à mettre un terme au conflit, tout en insistant sur le fait que ce n'est pas l'Amérique qui devra décider qui, au final, dirigera la Syrie. Conformément à son approche étriquée de la question, il a annoncé 340 millions de dollars supplémentaires d'aide humanitaire américaine mais a répugné à faire la moindre référence à un renversement de Bachar el-Assad.

Les Etats-Unis et la Russie restent profondément divisés sur la manière de mettre en application leur accord sur les armes chimiques; la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU avalisant le pacte a été différée plusieurs fois. Les Etats-Unis insistent pour que la Syrie soit mise face à la menace de «conséquences»

non-spécifiées si elle ne respecte pas ses obligations de désarmement, tandis que la Russie favorise une approche plus consensuelle qui ne comprend aucune menace de recours à la force, ni implicite ni explicite.

Avant la prise de parole d'Obama, le Secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon a pressé le Conseil de sécurité de faire en sorte que le gouvernement syrien «honore pleinement et rapidement» les engagements pris à détruire ses armes chimiques, et lui a demandé de mettre au point une résolution «*applicable*» pour s'assurer que la Syrie s'exécuterait.

Mais Ban Ki-moon a ajouté que le retrait des armes non-conventionnelles ne pouvait être l'unique objectif de la communauté internationale en Syrie. «*Nous pouvons difficilement nous contenter de la destruction des armes chimiques alors que la guerre continue de ravager la Syrie. La grande majorité des massacres et des atrocités a été commise avec des armes conventionnelles*», s'est-il indigné.

Ban Ki-moon a pressé les combattants syriens et leurs appuis étrangers «*d'arrêter d'alimenter les carnages en Syrie*» et de cesser tous les transferts d'armes aux combattants.

«La victoire militaire est une illusion. La seule réponse est un accord politique.»

Le Secrétaire général a également évoqué la possibilité d'envoyer des inspecteurs de l'ONU chargés du respect des droits humains en Syrie, où ils «*pourraient jouer un rôle utile pour dénoncer et empêcher d'autres violations*».

Obama, quant à lui, a exposé un état des lieux plutôt modeste des «*intérêts cruciaux*» de l'Amérique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: il s'agit de s'opposer à l'agression militaire des partenaires des Etats-Unis dans la région, de protéger les réserves énergétiques mondiales et de faire face à la double menace du terrorisme et de la prolifération nucléaire.

«Les Etats-Unis d'Amérique sont prêts à utiliser tous les éléments en notre pouvoir, y compris la force des armes, pour protéger ces intérêts cruciaux dans la région. Mais je crois également que ces objectifs peuvent rarement être atteints par le biais d'une action américaine unilatérale –particulièrement militaire. L'Irak nous montre que la démocratie ne peut être imposée par la force. En réalité, le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs est de s'allier à la communauté internationale, aux pays et aux peuples de la région.»

De fait, il a défendu la décision américaine de travailler avec le nouveau régime militaire en Egypte, qui a accédé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat le 3 juillet dernier et a lancé une campagne de répression sanglante contre son opposition. Obama a prévenu:

«Notre approche de l'Egypte illustre une question plus vaste: les Etats-Unis travailleront parfois avec des gouvernements qui ne répondent pas aux plus hautes attentes de la communauté internationale, mais qui travaillent à préserver avec nous nos intérêts cruciaux.»

Le président américain a ajouté qu'il était prêt à collaborer même avec les traditionnels rivaux de l'Amérique, désignant ainsi l'Iran, pour atteindre ses objectifs. Dans son discours qui a eu lieu plusieurs heures avant la prise de parole du président iranien Hassan Rohani devant l'Assemblée générale des Nations unies, Obama a offert des assurances que «*nous ne recherchons pas un changement de régime, et nous respectons le droit du peuple iranien à avoir accès à une énergie nucléaire pacifique. En revanche, nous insistons pour que le gouvernement iranien prenne ses responsabilités en vertu du Traité de non-prolifération nucléaire et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU*».

«Nous devrions être capables de parvenir à une résolution qui respecte les droits du peuple iranien, tout en rassurant le monde sur le fait que le programme iranien est pacifique. Pour y parvenir, les paroles de conciliation devront être suivies d'actes transparents et vérifiables.»

Le même jour, la présidente brésilienne Dilma Rousseff était montée à la tribune de l'ONU pour attaquer à boulets rouges le programme d'espionnage électronique massif supervisé par Obama. Cette surveillance, a-t-elle protesté, constitue une violation des lois internationales et un affront aux alliés de l'Amérique. Obama a cherché à assurer aux dirigeants comme elle qu'il était à l'écoute [sic].

«Nous avons commencé à réexaminer notre méthode de collecte de renseignements, pour pouvoir équilibrer correctement les inquiétudes de sécurité légitimes de nos citoyens et de nos alliés et les exigences de respect de la vie privée partagées par tous», a répondu Obama. Mais il a continué de défendre les écoutes controversées, affirmant qu'il ne s'agissait que d'un moyen de combattre le terrorisme par une superpuissance qui «n'entend plus être perpétuellement sur le pied de guerre».

Un article liberation.fr du 25 septembre 2013

Qatar Airways accusée de contrôler la vie privée de ses hôtesse . (26.09)

La compagnie de Doha imposerait, entre autres, à son personnel féminin de demander son autorisation pour se marier.

Derrière l'uniforme impeccable et le sourire de rigueur, les hôtesse de Qatar Airways, Emirates ou Etihad Airways ont la vie dure. Des salariées sans droits que leur compagnie contrôle jusque dans leur vie privée, à en croire la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF). L'organisation, basée à Londres, entend dénoncer les pratiques de ces compagnies des pays du Golfe, en pleine expansion sur le marché.

«Dissimulation de grossesse»

Selon l'ITF, Qatar Airways impose à son personnel féminin de demander l'autorisation de la compagnie pour se marier. Leur contrat stipule : *«Vous êtes tenue de demander l'autorisation de la compagnie dans le cas où vous souhaitez changer de statut marital et vous marier.»* De même, les employées doivent *«notifier à leur employeur leur grossesse dès le moment où elles en ont elle-même connaissance. L'employeur se réserve le droit de mettre fin au contrat à compter de la date de notification de la grossesse. Toute dissimulation de la grossesse sera considérée comme une rupture de contrat.»* L'organisation évoque aussi un couvre-feu imposé aux femmes et un encouragement à la délation entre employés.

Il est d'autant plus difficile pour ces salariés de se défendre qu'il s'agit pour la grande majorité d'étrangers, travaillant grâce à des visas de travail temporaires, souligne l'organisation syndicale. *«Bien qu'ils soient essentiels à la bonne marche de la compagnie, ils ne disposent d'aucun des droits élémentaires du travail, y compris le droit d'association ou à une convention collective, qui ont cours dans leurs pays d'origine»*, dénonce l'ITF. *«Ces compagnies font fortune sur le dos d'un personnel à qui l'on demande beaucoup et qui, sans défense, est licencié à merci»*, s'indigne son président, Paddy Crumlin.

«Les syndicats rendent les compagnies sous-compétitives»

L'ITF était déjà monté au créneau contre Qatar Airways au printemps, sur le sujet du droit à se syndiquer. Réponse du PDG de la compagnie, Akbar Al Baker, dans une interview au site ArabianBusiness : *«Si vous n'aviez pas les syndicats vous n'auriez pas de tels problèmes de chômage en Occident. Les syndicats rendent les compagnies sous-compétitives et ne font que freiner leur productivité.»*

Qatar Airways dit employer 28 000 salariés. Sollicitée, la compagnie n'a pas encore commenté mais a fait savoir qu'elle diffuserait prochainement un communiqué. Le Qatar est régulièrement accusé de ne pas respecter les travailleurs étrangers. En témoignait encore récemment l'épisode des quatre Français bloqués dans l'émirat, privés de visa de sortie par leurs employeurs.

Un article atlantico.fr du 25 septembre 2013

Qatar : une enquête révèle la présence d'esclaves sur les chantiers de la Coupe du monde 2022. (26.09)

Selon une enquête publiée The Guardian, des dizaines de travailleurs népalais sont morts au Qatar au cours des dernières semaines et des milliers d'autres subissent des conditions de travail épouvantables dans le cadre des préparatifs de la Coupe du monde 2022. Au cours de l'été, on a déploré près d'un mort par jour, dont un grand nombre de jeunes hommes décédés de crises cardiaques soudaines. Selon cette enquête, les conditions dans lesquelles travaillent ces Népalais correspondent à de l'esclavage moderne, selon la définition qu'en fait l'Organisation internationale du Travail.

Les documents obtenus auprès de l'ambassade du Népal à Doha confirment ces informations et indiquent qu'au moins 44 travailleurs sont morts entre le 4 Juin et 8 Août. Plus de la moitié d'entre eux sont morts de crises cardiaques, d'insuffisance cardiaque ou d'un accident du travail. Le Guardian a également obtenu des preuves de travail forcé sur un vaste projet d'infrastructures, révélé que de nombreux travailleurs n'ont pas été payés depuis des mois et retenus pour les empêcher de s'enfuir tandis que d'autres se voient confisquer leur passeport et se voient réduits au statut d'étrangers en situation irrégulière.

L'enquête du Guardian révèle enfin que certains travailleurs se sont vus refuser l'accès à l'eau potable gratuite dans la chaleur du désert. Trente Népalais ont trouvé refuge auprès de leur ambassade à Doha afin d'échapper aux conditions inhumaines de leur emploi. Ces allégations suggèrent l'existence d'une chaîne d'exploitation menant des Népalais pauvres de leur village aux dirigeants qataris. Elles jettent surtout de graves soupçons sur l'organisation de l'un des plus importants événements sportifs de la planète et ajoutent de l'eau au moulin de ceux qui considèrent que le mondial de football n'a pas sa place au Qatar.

Un article leexpress.fr du 25 septembre 2013

Pourquoi les syndicats sont nuls. (26.09)

Côté salariés comme côté employeurs, l'efficacité n'est plus au rendez-vous, le dialogue est stérile, la division règne. L'opacité aussi, qui caractérise un financement bancal, source de dérives, comme le démontre le livre de Roger Lenglet et Jean-Luc Touly, *Syndicat. Corruption, dérives, trahisons*, paru chez First. Aujourd'hui, les partenaires sociaux sont des fantômes qui s'agitent sur un théâtre d'ombres.

Il y a quelques années, une telle journée aurait fait peur : le 10 septembre, quatre syndicats, dont la puissante CGT, appellent à manifester contre la réforme des retraites. Mais, ce mardi-là, les trains et les métros roulent, le défilé est clairsemé, rassemblant des militants plus que des travailleurs. Cette baisse des charges, voilà des années que les patrons en rêvent. Cette fois, ils frappent fort. Ils veulent 100 milliards d'euros d'allégements pour investir et embaucher. Le gouvernement leur promet... d'examiner la question.

Syndicats, patronat, même combat ? Et oui ! L'économie tourne au ralenti, le chômage bat des records, le pouvoir d'achat recule : les uns comme les autres font appel aux vieilles recettes. On ne change pas une méthode qui perd... Il est vrai que les intéressés sont trop occupés par leurs petites affaires internes pour tenter de se renouveler. En l'espace de quelques mois, quatre organisations ont changé de tête, souvent dans la douleur. Les débutants découvrent à la fois leur job et de nouveaux partenaires. Leurs faiblesses n'en sont que plus visibles.

Le pays vieillit, les militants et les adhérents aussi

La première, ancienne, s'aggrave. Les salariés sont de moins en moins nombreux à se syndiquer : 9,8 % en 1991, 7,6 % en 2008, selon l'OCDE. Cette moyenne cache de grosses disparités : d'un côté, des bastions - les fonctionnaires et le secteur public, avec un taux de 15 % ; de l'autre, des déserts syndicaux - les entreprises privées, avec 5 % à peine. Et encore, ce chiffre chute à environ 2 % dans les métiers du commerce ou du BTP.

En apparence, chantre du dialogue social, François Hollande fixe une feuille de route très contraignante au patronat et aux syndicats. Ici, le 20 juin, lors de la Conférence sociale.

Le pays vieillit, les militants et les adhérents aussi. Sur les photos des manifs, beaucoup de têtes masculines et grises : des quinquagénaires, mais aussi des retraités. Leur poids dans les effectifs atteint, par exemple, 15 % des troupes à la CGT. Quand ces baby-boomers arrêteront de renouveler leurs cartes, le choc sera encore plus brutal.

Trop nombreux après une histoire agitée, trop politisés aux yeux des salariés, les syndicats français n'attirent pas. Le pire, c'est qu'ils n'ont pas vraiment intérêt à le faire : chargés de gérer des institutions paritaires (chômage, retraites complémentaires, etc.), ils y trouvent une reconnaissance institutionnelle qui leur fait oublier la faiblesse de leurs effectifs.

Ne pas compter sur eux pour renouveler le débat. Atteints du syndrome de la forteresse assiégée, ils se crispent sur des postures convenues. La CGT est absente du terrain des idées depuis la guerre qui a opposé les aspirants à la succession de Bernard Thibault en 2012. Force ouvrière, qui avait lancé, à la fin de 2011, Forum, une revue trimestrielle de réflexion de très haut niveau, n'en a diffusé que trois numéros avant d'abandonner.

Même la CFDT, pourtant plus imaginative, reconnaît qu'elle a besoin de s'abstraire du quotidien pour se fixer de nouvelles frontières. *"Il nous faut une utopie mobilisatrice. Pas de celles où on ne fait rien tant qu'elle n'est pas atteinte, mais de celles qui donnent un cap pour avancer, même à petits pas"*, estime Laurent Berger, son secrétaire général. Côté patronal, le Medef, qui avait lancé une ambitieuse refondation sociale en 2000, campe aujourd'hui sur son triptyque *"35 heures, baisse des charges, Code du travail"*.

En 2008, pourtant, une réforme a essayé de simplifier le paysage, de muscler ses acteurs. Pour donner de la légitimité aux syndicats, on a mesuré leur audience et fixé un seuil de survie. Avec l'espoir implicite que

certains ne le franchiraient pas. C'est loupé, tous se sont qualifiés. Plus grave, cette réforme de la représentativité favorise la concurrence dans les entreprises, le chacun pour soi. Poussés par les petits nouveaux, comme SUD ou l'Unsa, les anciens se laissent tenter par la surenchère électoraliste. Les organisations les plus fragiles perdent des équipes entières, qui, pour des querelles de personnes ou par peur de la disparition, passent sous une bannière qui leur paraît plus porteuse.

Il faut bien le dire : tous les délégués ne sont pas à la hauteur de leur tâche. Peu formés, éloignés de leur activité professionnelle depuis trop longtemps, souvent parce que les patrons ne souhaitent pas les promouvoir, certains élus syndicaux sont davantage préoccupés par leur sort personnel que motivés par l'intérêt collectif.

En France, une absence de culture du compromis, vite assimilée à de la compromission

Une histoire tourmentée, une concurrence exacerbée expliquent cette exception française : une absence de culture du compromis, vite assimilée à de la compromission. La loi remplace donc ce que le dialogue ne produit pas. Elle est souvent complexe et contraignante. Depuis 2007, pourtant, le gouvernement est obligé de proposer aux syndicats et au patronat de négocier tout projet concernant les relations du travail.

L'usage de ce texte est très élastique. Au début de son quinquennat, Nicolas Sarkozy s'en fait le grand défenseur. Il finit pourtant son mandat en dénonçant la "*puissance des corps intermédiaires*", qui empêchent les réformes et "*confisquent la parole des Français*". François Hollande semble davantage jouer le jeu, mais fixe une feuille de route aux partenaires sociaux qui ne leur laisse guère de liberté.

Les principaux intéressés sont tout aussi ambivalents. Quand les socialistes sont au pouvoir, le patronat brandit le dialogue social pour éviter des lois gauchisantes. Quand la droite dirige, ce sont les syndicats qui se montrent plus sensibles aux vertus de la négociation. Seule la CFDT reste constante, infatigable militante de la discussion. Elle en pâtit souvent. Ses équipes sont régulièrement chahutées par les plus radicaux, qui les accusent de trahir les salariés en bradant les acquis.

Les contestataires n'ont pas mieux à proposer. La rue ne paie plus. La réforme des retraites de 2010 l'a montré : Nicolas Sarkozy n'a pas reculé, malgré sept manifestations, plusieurs millions de personnes dans toute la France. Trois ans plus tard, la désespérance est toujours là, mais la résignation l'emporte.

Affaiblies, les grandes organisations sont débordées par des mouvements qu'elles contrôlent mal. Et qui dégradent un peu plus encore leur image. Exemple : l'actuel conflit au magasin Sephora des Champs-Élysées. La direction a signé un accord sur le travail de nuit avec le syndicat CFTC de l'entreprise, accord contesté en justice, notamment par la fédération francilienne du commerce de la CFTC..., qui est, elle-même, en conflit avec sa confédération et en partance pour l'Unsa.

Troublant un peu plus la situation, une campagne de publicité est parue dans des grands médias nationaux pour défendre le travail de nuit. Emanant en apparence de salariés, elle est en réalité financée par la direction du magasin.

Chez les patrons, Pigeons, Poussins, Tondus, Plumés... menacent la suprématie du Medef

Chez les patrons, l'exaspération prend la forme d'un poujadisme que Pierre Gattaz a bien senti durant la campagne, et qu'il doit désormais gérer. A la fin des années 1980, les syndicats de salariés ont dû affronter la concurrence des coordinations (celle des infirmières, par exemple). Aujourd'hui, le même phénomène frappe les employeurs. Toutes sortes de bestioles menacent la suprématie, déjà contestée, du Medef.

Les Pigeons, chefs d'entreprise souvent jeunes, attaquent, en septembre 2012, et obtiennent très vite d'un gouvernement terrorisé une modification du régime de la taxation des plus-values de cession. Les Poussins font ensuite entendre la voix des autoentrepreneurs. Les Tondus, les Plumés, les Dupés (Gattaz les a rencontrés le 25 juillet) et même les Autruches relaient la plainte du petit patronat.

Le Medef sait bien que, s'il ne canalise pas cette colère, il entamera sérieusement sa propre légitimité et nourrira le vote Front national. L'inquiétude est similaire chez les syndicats de salariés. "*Le Front national monte dans les entreprises, pas tant parce que ses militants font de l'entrisme, mais tout simplement parce*

qu'il progresse dans l'ensemble de la population, explique un responsable de confédération. Quand le FN récolte un tiers des voix sur un bassin d'emploi, cette même proportion se retrouve forcément dans les entreprises."

Les centrales syndicales voient donc approcher les municipales avec inquiétude : que feront-elles si certains de leurs militants figurent sur les listes FN ? Elles commencent à y réfléchir. Le problème s'annonce plus sérieux en mars 2014 qu'il ne le fut lors des cantonales de 2011 : cette fois, Marine Le Pen a décidé de présenter un maximum de candidats. Baromètre de l'incurie des politiques, le score du Front national pourrait aussi être celui de l'inefficacité syndicale.

Commentaire rapide.

L'auteur de cet article est antisyndicat, normal à L'Express, un article bien pourri diront certains et ils auront raison de le souligner, cependant il y figure quelques vérités que vos chers dirigeants s'emploient à camoufler qui nous intéressent en premier lieu dans une perspective opposé au rédacteur de cet article cela va de soi. Notre propos n'est jamais de tirer sur les syndicats, le procès d'intention qu'on nous fait parfois, mais au contraire nous dénonçons la dérive corporatiste, bureaucratique, la gangrène réformiste qui a pourri le syndicalisme, PS et PCF en portent essentiellement la responsabilité, leurs satellites d'extrême gauche et autres ensuite.

Les dirigeants syndicaux étant tous corrompus ou vendus, il est donc facile de tirer sur les syndicats, ce sont eux qui en sont les principaux fossoyeurs. Tous ceux qui refusent de rompre avec eux sont leurs complices et en partagent la responsabilité.

Un article AFP du 26 septembre 2013

ONU: Maduro renonce à venir à New York par crainte pour sa vie. (27.09)

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a affirmé mercredi qu'il avait renoncé à venir à New York, où il espérait participer à l'assemblée générale des Nations unies, "*pour préserver son intégrité physique*" et "sa *vie*", face à des informations révélant des projets de violences contre lui.

M. Maduro a expliqué qu'il avait fait escale à Vancouver - à son retour d'une tournée en Chine - après avoir reçu des informations à propos de "deux graves provocations" concernant sa visite aux Etats-Unis, ce qui l'avait décidé à y renoncer.

"Quand je suis arrivé à Vancouver j'ai évalué les informations directes qui nous parvenaient depuis différentes sources. C'est à ce moment là que j'ai décidé de continuer mon voyage jusqu'à Caracas et de suspendre celui prévu à New York pour atteindre un objectif essentiel (...) qui est de préserver mon intégrité physique, ma vie", a-t-il affirmé lors d'une allocution diffusée par toutes les chaînes de télévision du pays.

L'une de ces "*provocations*", selon M. Maduro, "*était pensée pour affecter mon intégrité physique*" et l'autre "*pouvait provoquer une circonstance de violence à New York*", a-t-il ajouté. Le président vénézuélien a également affirmé que le gouvernement américain disposait d'informations sur ces provocations dans lesquelles seraient impliqués l'ex-Secrétaire d'Etat américain adjoint pour les Affaires occidentales, Roger Noriega, et l'ancien ambassadeur américain à Caracas, Otto Reich.

"Le gouvernement américain sait que ces gens sont derrière une activité très dangereuse qui était en préparation à New York. La mafia de Roger Noriega et Otto Reich (...). Ce clan préparait une provocation folle, on ne peut pas la qualifier autrement, terrible", a-t-il assuré sans donner toutefois d'autres détails.

M. Maduro avait annoncé plus tôt son arrivée au Venezuela sur son compte Twitter, et indiqué qu'il avait prévu de s'entretenir avec son vice-président Jorge Arreaza et de consacrer sa journée à des questions relatives à l'économie.

Evoquant un "*programme dense*" pour mercredi, il n'a pas évoqué l'annulation de son déplacement à l'Assemblée générale de l'ONU, initialement prévue ce même jour.

Lundi, Caracas avait même demandé à l'ONU des "*garanties*" pour que Nicolas Maduro et sa délégation soient "*respectés*" par les Etats-Unis au moment de venir à l'Assemblée générale de l'ONU, après une polémique sur le survol du territoire américain de l'avion présidentiel.

Un article publié wikistricke.com du 26 septembre 2013

25 faits que vous ignorez peut-être sur la banque fédérale américaine (la FED). (27.09)

La FED avait expliqué il n'y a pas si longtemps que cela qu'elle songeait à réduire les QE et donc, le montant des injections monétaires dans l'économie américaine pour ne pas qu'elle s'effondre, impensable dans la réalité puisque l'Amérique n'est plus qu'une junkie qui ne sait plus vivre sans sa dose. Quand à cette « *banque fédérale* », elle ne l'est que de nom puisqu'il s'agit plus d'une trahison au peuple américain et aux pères fondateurs qu'autre chose, ils avaient fuit l'Angleterre justement pour échapper à un système bancaire centralisé...

Une chose à noter, il y a beaucoup de similarités entre ces faits rapportés ci-dessous, et la situation de la France au niveau de sa dette, un hasard? Quand il s'agit d'argent, il n'y a plus de hasard, et l'arnaque dure depuis des décennies sans que personne ne fasse rien de concret.

Nous sommes du coup dans une chaîne de Ponzi comme il n'y en a jamais eue jusqu'à présent, et lorsque les dominos les plus visibles tomberont (puisque les autres tombent chaque jour dans un silence plus ou moins étouffé par les médias), alors cela sera la fin d'un système et le krach financier que tout le monde redoute.

Maintenant, voici 25 faits sur la FED que tout le monde devrait savoir pour bien comprendre l'ampleur du problème:

1- La plus grande période de croissance économique dans l'histoire américaine était quand il n'y avait pas de banque centrale .

2- Les Etats-Unis n'ont jamais eu de problème d'inflation jusqu'à ce que la Réserve fédérale ait été créée . Au siècle avant que la Réserve fédérale ne soit créée, le taux d'inflation annuel moyen était d'environ 0,5%. Au cours du siècle depuis que la Réserve fédérale a été créée, le taux d'inflation annuel moyen est d'environ 3,5% , et il serait encore plus élevé n'avaient pas été si grossièrement manipulés .

3- Même en utilisant les chiffres officiels, la valeur du dollar américain a baissé de plus de 95% depuis que la Réserve fédérale ait été créée il y a près de 100 ans.

4- Le rassemblement secret de Novembre 1910 à Jekyll Island, en Géorgie, au cours duquel le plan de la Réserve fédérale, a été élabo- ré a été suivi par le sénateur américain Nelson W. Aldrich, secrétaire adjoint du Département du Trésor AP Andrews et une foule de représentants de la crème des crèmes de l'établissement bancaire de Wall Street.

5- En 1913, le Congrès a promis que si le Federal Reserve Act était adopté, il aurait pour but d'éliminer le cycle économique .

6- Le texte qui suit provient directement de l'énoncé de mission officiel de la Fed : « *Pour doter la nation d'un système monétaire et financier plus sûr, plus souple et plus stable au fil des ans, son rôle dans le secteur bancaire et l'économie a augmenté.*».

7- ce n'était pas un hasard si un impôt sur le revenu permanent a également été introduit la même année de l'établissement de la Réserve fédérale. L'idée était de transférer la richesse de nos poches pour le gouvernement fédéral et du gouvernement fédéral pour les banquiers.

8- Dans les 20 années qui suivirent la création de la Réserve fédérale, l'économie américaine a plongé dans la Grande Dépression.

9- Croyez-le si vous le voulez mais il y a eu 10 récessions économiques différentes depuis 1950. La Réserve fédérale a créé la « *bulle Internet* », la Réserve fédérale a créé la « *bulle immobilière* » et maintenant elle a créé la plus grande bulle obligataire de l'histoire de la planète.

10- Selon un rapport officiel du gouvernement, la Réserve fédérale a fait 16 100 000 000 000 dollars (16 mille milliards) de prêts secrets aux grandes banques au cours de la dernière crise financière. Ce qui suit est une liste des bénéficiaires des prêts qui a été copiée directement à partir de la page 131 du rapport ...

Citigroup – \$ 2 513 000 000 000
Morgan Stanley – \$ 2 041 000 000 000
Merrill Lynch – \$ 1 949 000 000 000
Bank of America – \$ 1 344 000 000 000
Barclays PLC – 868 000 000 000 \$
Bear Sterns – 853 milliards de dollars
Goldman Sachs – 814 000 000 000 \$
Royal Bank of Scotland – 541 000 000 000 \$
JP Morgan Chase – 391 milliards de dollars
Deutsche Bank – \$ 354 milliards
UBS – 287 milliards \$
Credit Suisse – 262 milliards \$
Lehman Brothers – 183 milliards de dollars
Bank of Scotland – 181 milliards de dollars
BNP Paribas – 175 milliards de dollars
Wells Fargo – 159 milliards de dollars
Dexia – 159 milliards de dollars
Wachovia – 142 milliards de dollars
Dresdner Bank – 135 milliards de dollars
Société Générale – 124 milliards de dollars
«Tous les autres emprunteurs » – \$ 2 639 000 000 000

11- La Réserve fédérale a également prité aux grandes banques 659 400 000 \$ en honoraires pour les aider à « gérer » ces prêts secrets.

12- La Réserve fédérale a créé environ 2,75 trillions de dollars à partir de rien et les a injecté dans le système financier au cours des cinq dernières années. Cela a permis au marché boursier de s'envoler vers des sommets sans précédent, mais elle a aussi causé de nombreux dégâts à notre système financier devenu extrêmement instable.

13- On nous a dit que le but de l'assouplissement quantitatif est d'aider à « stimuler l'économie », mais aujourd'hui, la Réserve fédérale est en train de payer les grandes banques pour ne pas prêter 1,8 billion de dollars situés dans des « réserves excédentaires » situées à la Fed .

14- L'assouplissement quantitatif favorise majoritairement les très riches. Même Barack Obama a admis que 95% des gains de revenus depuis qu'il est président sont allés à 1% des titulaires de revenus.

15- L'écart entre les 1% des plus riches et le reste du pays est désormais le plus grand qu'il a été depuis les années 1920 .

16- La Réserve fédérale a soutenu avec véhémence devant la cour fédérale qu'il n'est « pas une agence » du gouvernement fédéral et n'est donc qu'il n'est pas soumis à la loi sur la liberté de l'information.

17- La Réserve fédérale admet ouvertement que les 12 banques régionales de la Réserve fédérale sont organisées « exactement comme les sociétés privées » .

18- Les réserve régionales des banques fédérales font des émission d'actions aux « banques membres » qui en sont propriétaires.

19- Le système de la Réserve fédérale favorise grandement les grandes banques. En 1970, les cinq plus grandes banques américaines possédaient 17 pour cent de l'ensemble des actifs du secteur bancaire aux États-Unis. Aujourd'hui, les cinq plus grandes banques américaines détiennent 52 pour cent de l'ensemble des actifs du secteur bancaire aux États-Unis.

20- La Réserve fédérale est censée «réguler» les grandes banques, mais elle n'a rien fait pour arrêter la bulle des dérivés des taux d'intérêt du dollars qui n'a cessé de gonfler et qui pourrait dévaster complètement notre système financier en entier.

21- La Réserve fédérale a été conçue pour être une machine de dette perpétuelle. Les banquiers l'ont conçue pour qu'elle soit destinée à piéger le gouvernement américain dans une spirale d'endettement perpétuel d'où il ne pourrait peut-être jamais en réchapper. Depuis que la Réserve fédérale a été créée il y a environ 100 ans, la dette nationale américaine a été multipliée par 50.

22- Le gouvernement américain va dépenser plus de 400 milliards de dollars sur les intérêts sur la dette nationale cette année.

23- Si le taux d'intérêt moyen sur la dette du gouvernement américain s'élève à seulement 6% (et il a été beaucoup plus élevé que dans le passé), nous paieront plus d'un billion de dollars par année uniquement en intérêts sur la dette nationale .

24- Selon l'article I, section 8 de la Constitution américaine , le Congrès américain est celui qui est censé avoir le pouvoir de « *battre monnaie, d'en déterminer la valeur de celle-ci ainsi que de la monnaie étrangère, et de fixer l'étalon des poids et mesures* ». Donc à quoi sert exactement la FED?

25- Il ya beaucoup de systèmes financiers alternatifs possibles, mais à ce stade les 187 pays appartiennent au FMI. Sommes-nous censés croire que c'est juste une sorte de coïncidence bizarre?

Source: The economic collapse blog

Un article lemonde.fr du 26 septembre 2013

L'Inde dans le viseur de la NSA, selon de nouveaux documents secrets. (27.09)

Le quotidien indien The Hindu, s'appuyant sur de nouveaux documents fournis par Edward Snowden, révèle que l'Inde, allié des Etats-Unis, a fait l'objet d'une surveillance intensive, malgré les affirmations contraires de responsables américains.

The Hindu affirme ainsi que la NSA a intercepté des communications liées à des enjeux cruciaux pour l'Inde, à savoir le nucléaire, le domaine spatial et la politique. L'agence, ainsi que les autorités indiennes, avait précédemment nié s'intéresser à de tels sujets, affirmant se concentrer sur le terrorisme, explique The Hindu. Cela n'a pas empêché des courriels, des messages textes et des conversations téléphoniques d'être interceptés, selon le journal.

"Cela signifie qu'ils écoutent ce que nos hommes politiques, nos bureaucrates et nos scientifiques communiquent entre eux en temps réel", affirme un membre des renseignements indiens sous couvert d'anonymat.

"Si les Américains écoutent nos hommes politiques, écoutent les téléphones ou lisent les courriels de ceux qui gèrent les programmes nucléaires et spatiaux, ils peuvent obtenir un énorme avantage sur nous dans toutes les négociations économiques et diplomatiques. Avant même d'arriver à la table des négociations, ils savent ce que nous allons y présenter. Ce n'est pas simplement une violation de notre souveraineté, c'est une intrusion complète dans notre processus de décision", a réagi un haut responsable du ministère de l'intérieur indien.

Sur la base d'un autre document, The Hindu a également révélé que les réseaux informatiques de la représentation indienne à l'ONU ainsi que de son ambassade à Washington avaient été pénétrés par la NSA, qui y a inséré des mouchards. Selon The Hindu, la diplomatie indienne figurait dans une liste de pays, comportant des alliés européens des Etats-Unis, particulièrement ciblés par l'espionnage américain.

Selon ce document, des outils permettant la copie des disques durs, le visionnage des images sur les écrans d'ordinateurs, voire même l'écoute des conversations se tenant dans les bâtiments diplomatiques indiens ont été mis en place. Les documents n'offrent cependant aucune indication sur la quantité ou la nature exacte des données collectées par les Américains.

Ces nouvelles révélations posent de nouveau la question des véritables priorités de la NSA, et surtout de l'étendue de la surveillance de pays généralement considérés comme des amis des Etats-Unis, occidentaux y compris. L'Inde est ainsi listée parmi les pays cibles aux côtés de pays "*considéré comme des ennemis*" des Etats-Unis, souligne The Hindu.

Un article lemonde.fr du 28 septembre 2013

Berlusconi replonge l'Italie dans la crise politique. (29.09)

Silvio Berlusconi a replongé l'Italie dans la crise politique en provoquant, samedi 28 septembre, la démission des ministres appartenant à sa formation, le Peuple de la liberté (PDL), faisant éclater un gouvernement de coalition mis en place dans la douleur il y a cinq mois.

Obéissant à la consigne du "*Cavaliere*", les cinq ministres du PDL (centre-droit) ont fait savoir qu'ils jugeaient "*inacceptable*" et "*irrecevable*" "*l'ultimatum*" du président du Conseil, Enrico Letta. Ce dernier, excédé par la fronde constante du PDL, avait annoncé la veille qu'il demanderait la confiance du parlement afin de "*clarifier*" le soutien du centre-droit à son gouvernement, et avait gelé dans l'intervalle toutes les décisions du gouvernement.

Menacé d'être exclu du Sénat après sa condamnation pour fraude fiscale, M. Berlusconi a accusé le président du Conseil d'avoir trahi le "*pacte de coalition*" unissant le PDL et le Parti démocrate (centre gauche) du premier ministre. M. Letta a dénoncé en retour un "*geste fou et irresponsable, entièrement destiné à protéger les intérêts personnels*" du "*Cavaliere*".

Depuis des semaines, les partisans de Silvio Berlusconi font monter la pression pour tenter d'éviter sa probable destitution de son poste de sénateur, après sa condamnation définitive le 1er août à quatre ans de prison – réduits à un an – pour fraude fiscale. Jeudi, les parlementaires du PDL avaient menacé de démissionner en bloc pour protester contre le vote d'une commission du Sénat vendredi prochain, qui doit se prononcer sur une éventuelle déchéance du "*Cavaliere*".

C'est dans ce climat délétère qu'Enrico Letta, rentré précipitamment de New York pour affronter la crise politique, avait convoqué un conseil des ministres vendredi. Son but : obtenir des ministres PDL qu'ils entérinent des mesures budgétaires, parmi lesquelles un relèvement du taux de TVA de 21 à 22 %, qui devait entrer en vigueur au 1er octobre. Mais les ministres du PDL ont maintenu leur opposition. Pourtant, aucune décision politique n'a été prise en raison de la tension politique, et l'augmentation de la TVA devait quand même être appliquée dès mardi.

Samedi, le *Cavaliere* a invité les ministres de son parti à "*ne pas se rendre complices d'une nouvelle vexation imposée par la gauche aux Italiens*". "*La décision adoptée hier par le président du Conseil de geler l'action du gouvernement (...) est une grave violation du pacte de gouvernement*", a-t-il argumenté. Ce à quoi Enrico Letta a immédiatement riposté que Silvio Berlusconi avait proféré "un énorme mensonge" et "*utilisait la TVA comme alibi*" pour couvrir ses problèmes personnels. "*Chacun au parlement assumera sa propre responsabilité devant le pays*", a-t-il asséné.

Le monde politique italien va donc, une nouvelle fois, entrer dans une phase de tractations pour chercher une nouvelle majorité parlementaire prête à soutenir un autre gouvernement, afin d'éviter de renvoyer les électeurs devant les urnes, sept mois après les dernières législatives. Les jeux politiques sont ouverts et incertains : M. Letta pourrait tenter de former un deuxième gouvernement en comptant sur des défections diverses et des soutiens dans les formations à gauche de l'échiquier politique. Un retour des ministres PDL semble en tout cas improbable.

Certains dans l'opposition, comme Beppe Grillo, l'ancien comique qui dirige le mouvement anti-partis "*Cinq étoiles*", n'ont pas tardé à demander de nouvelles élections anticipées. Mais les derniers sondages donnent les deux grands blocs au coude à coude au parlement, et de nouvelles législatives risqueraient fort, étant donné le mode de scrutin italien, de se solder par une impasse politique. Le président Giorgio Napolitano, dont le rôle sera essentiel pour donner des indications de sortie de crise, a exprimé sa réticence. "*Nous avons besoin d'un parlement qui débattre et travaille, et non qui soit dissous en permanence. Nous avons besoin de continuité*", a-t-il estimé, quelques heures avant la démission des ministres.

Le FMI avait fermement mis en garde l'Italie, vendredi, contre les tensions au sein de sa majorité, qui font peser "*un grand risque*" pour sa croissance. A la tête depuis cinq mois d'un cabinet de coalition de centre droit et de centre gauche, Enrico Letta a déjà éprouvé les pires difficultés à faire adopter les réformes nécessaires au pays pour mettre fin à deux ans de récession, une décennie de léthargie économique, une dette publique de 2 000 milliards d'euros et un taux de chômage des jeunes atteignant les 40 %.